



Programme « Renforcer les capacités de résilience face aux catastrophes en Afrique subsaharienne » Résultat 2

Les communautés économiques régionales africaines ont des capacités opérationnelles de coordination, de planification et de conseil politique de GRC afin d'appuyer leurs États membres respectifs et les programmes régionaux et sous-régionaux

Rapport d'activité Juillet 2019 à juin 2020



LA BANQUE MONDIALE
IBRD • ICA





Programme ACP-UE de Prévention des Risques liés aux Catastrophes Naturelles

Une initiative du Groupe des États d'Afrique, Caraïbes et Pacifique, financée par l'Union européenne et gérée par GFDRR

© Facilité mondiale pour la prévention des catastrophes et le relèvement

Banque mondiale - 1818 H Street, N.W., Washington, D.C., 20433, U.S.A.

Tous droits réservés. Ce rapport a été produit pour le programme « Renforcement de la résilience aux aléas naturels dans les régions, les pays et les communautés d'Afrique subsaharienne », mis en œuvre dans le cadre du Programme de l'Organisation des États d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique (OEACP) – Union européenne de prévention des risques des catastrophes naturelles (ACP-UE NDRR), une initiative de l'OEACP, financée par l'Union européenne et gérée par la Facilité mondiale pour la prévention des catastrophes et le relèvement (GFDRR) de la Banque mondiale. Bien que tous les efforts raisonnables aient été pris pour présenter des informations précises dans ce rapport, les constats, interprétations et conclusions exprimés ici ne reflètent pas nécessairement les vues de l'OEACP, de l'Union européenne ou de la Banque mondiale/GFDRR, ni ne garantissent l'exactitude des données. Les frontières, couleurs, dénominations et autres informations figurant sur toute carte dans ce travail n'impliquent aucun jugement de la part de l'OEACP, de l'UE ou de la Banque mondiale/GFDRR quant au statut juridique de tout territoire ou l'approbation ou l'acceptation de ces frontières.

Le texte dans cette publication peut être reproduit en tout ou en partie et sous quelque forme à des fins éducatives ou à but non lucratif, sans permission spéciale pour autant que l'indication de la source soit faite. Le Secrétariat de la GFDRR serait heureux de recevoir une copie de toute publication qui utilise ce rapport comme une source. Des copies peuvent être envoyées au Secrétariat de la GFDRR à l'adresse sur la couverture arrière. Aucune utilisation de cette publication ne peut être prévue pour la revente ou à d'autres fins commerciales sans autorisation écrite préalable du Secrétariat de la GFDRR. Toutes les images restent la propriété exclusive de la source et ne peuvent servir à aucun but sans la permission écrite de la source.

Notes : Les contributions financières et les dépenses déclarées sont consignées jusqu'au 30 juin 2020 ; tous les montants sont en dollars américains (\$), sauf indication contraire.

Mise en page : Websiteprojects sprl

Image de couverture : Zone inondée dans la localité de Jangwani, Tanzanie. Source : iStock.com

Programme « Renforcer les capacités de résilience face aux catastrophes en Afrique subsaharienne » :

Résultat 2

Rapport d'activité 2019-2020

Ce rapport résume les activités et les réalisations relevant du Résultat 2 du programme **Renforcer les capacités de résilience face aux catastrophes en Afrique subsaharienne** : les communautés économiques régionales africaines ont des capacités opérationnelles de coordination, de planification et de conseil politique de prévention des risques de catastrophes afin d'appuyer leurs États membres respectifs et les programmes régionaux et sous-régionaux pour la période du 1^{er} juillet 2019 au 30 juin 2020.



Inondations, Ethiopie.
Source : iStock.com

Table des matières

Sigles et abréviations	5
Résumé analytique	6
Vue d'ensemble du programme	8
Progrès de la mise en œuvre - Faits saillants de l'exercice 2019-2020	12
Le programme au sein de la CEEAC	14
Pleins phares : Échanges régionaux sur la GRC en Afrique centrale réunissant des experts dans les domaines de la météorologie et du changement climatique	19
Le programme au sein de la CEDEAO	20
Pleins phares : Élaboration d'une stratégie régionale pour la gestion des inondations en Afrique de l'Ouest	24
Le programme au sein de l'IGAD	25
Pleins phares : Stratégie et plan d'action du genre pour la prévention des risques de catastrophes en Afrique de l'Est	29
Le programme au sein de la SADC	30
Pleins phares : Renforcement de la planification de la résilience urbaine en Afrique australe	34
Annexe 1 : Communications et supports de visibilité	35

Sigles et abréviations

ACC	Adaptation au changement climatique
ACP	Afrique, Caraïbes et Pacifique
BAfD	Banque africaine de développement
CER	Communautés économiques régionales
CityRAP	City Resilience Action Planning (Planification de mesures de résilience urbaine)
CUA	Commission de l'Union africaine
DiMSUR	Disaster Risk Management Sustainability and Urban Resilience (Gestion des risques de catastrophes, durabilité et résilience urbaine)
DRF	Disaster Recovery Framework (Cadre de relèvement post-catastrophe)
CEEAC	Communauté économique des États de l'Afrique centrale
CEDEAO	Communauté économique des États de l'Afrique de l'ouest
Exercice 2019-2020	Exercice du 1 ^{er} juillet 2019 au 30 juin 2020
GFDRR	Global Facility for Disaster Reduction and Recovery (Facilité mondiale pour la prévention des catastrophes et le relèvement)
GHACOF	Greater Horn of Africa Climate Outlook Forum (Forum sur les perspectives climatiques de la Grande Corne de l'Afrique)
GRC	Gestion des risques de catastrophes
ICPAC	IGAD Climate Prediction and Applications Centre (Centre de prévision et d'applications climatologiques de l'IGAD)
IGAD	Inter-Governmental Authority on Development (Autorité intergouvernementale pour le développement)
NDRR	Natural Disaster Risk Reduction Program (Programme de prévention des risques liés aux catastrophes naturelles)
OEACP	Organisation des États d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique
OMM	Organisation météorologique mondiale
ONG	Organisations non gouvernementales
ONU-HABITAT	Programme des Nations Unies pour les établissements humains
OSC	Organisations de la société civile
PDNA	Post-Disaster Needs Assessment (Évaluation des besoins post-catastrophe)
PNUD	Programme des Nations Unies pour le développement
R2	Programme du Résultat 2
REPARC	Parliamentary Network for Disaster Resilience in Central Africa (Réseau des parlementaires pour la résilience aux catastrophes en Afrique centrale)
RIASCO	Regional Interagency Standing Committee on Disasters (Comité permanent inter-organisations régional sur les catastrophes)
SADC	Southern African Development Community (Communauté de développement d'Afrique australe)
SARCOF	Southern African Regional Climate Outlook Forum (Forum régional sur les perspectives climatiques d'Afrique australe)
SIG	Systèmes d'information géographique
UE	Union européenne
UNDRR	United Nations Office for Disaster Risk Reduction (Bureau des Nations Unies pour la réduction des risques de catastrophes)
UNITAR	Institut des Nations Unies pour la formation et la recherche
WASCAL	West African Science Service Center on Climate Change and Adapted Land Use (Centre ouest-africain de service scientifique sur le changement climatique et l'utilisation adaptée des terres)

Résumé analytique

Le programme du Résultat 2 (le Programme) fait partie de l'initiative « *Renforcement de la résilience aux catastrophes naturelles dans les régions, les pays et les communautés d'Afrique subsaharienne* », lancée en 2015 par l'Organisation des États d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique (OEACP)¹ et l'Union européenne (UE). Elle met en œuvre un cadre global de gestion des risques de catastrophes (GRC) en Afrique, couvrant à la fois l'identification, l'évaluation, la prévention, le financement des risques, et la préparation aux catastrophes, ainsi que le relèvement et la reconstruction résiliente. Depuis 2015, le programme du Résultat 2 élargit et renforce les capacités de quatre communautés économiques régionales (CER) africaines, à savoir la Communauté économique des États de l'Afrique centrale (CEEAC), la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO), l'Autorité intergouvernementale pour le développement (*Intergovernmental Authority on Development* - IGAD) et la Communauté de développement de l'Afrique australe (*Southern African Development Community* - SADC). Il vise à améliorer la coordination, la planification, les conseils stratégiques et la diffusion des connaissances, à faire progresser les programmes régionaux de GRC et à mieux soutenir leurs États membres respectifs à prendre des décisions éclairées pour renforcer leur résilience aux catastrophes.

Ce rapport d'activité donne un aperçu des activités mises en œuvre au titre du Programme entre juillet 2019 et juin 2020 (exercice 2019-2020). Il souligne comment, malgré l'impact de la pandémie de COVID-19 qui s'est abattue sur le continent africain en mars 2020, les CER sont parvenues à adapter leurs activités en utilisant notamment des plateformes numériques pour continuer à distance à apporter à leurs États membres une assistance technique essentielle afin d'améliorer les ressources humaines, institutionnelles et financières consacrées au renforcement de la résilience aux catastrophes.

On compte parmi les faits saillants de l'exercice 2019-2020 une série de conférences de haut niveau qui se sont tenues de manière concomitante avant la pandémie de COVID-19, dont la **8^e plateforme Afrique centrale pour la prévention des risques de catastrophes** et la **4^e Conférence ministérielle Afrique centrale pour la prévention des risques de catastrophes**, réunissant quelque 90 experts de divers secteurs et types d'organisations. La CEDEAO a formulé une **stratégie régionale de gestion des inondations pour l'Afrique de l'Ouest**, destinée à guider ses États membres sur la politique d'atténuation des inondations et à coordonner les futures interventions régionales pour faire face aux inondations. Par le biais des Forums sur les perspectives climatiques de la Corne de l'Afrique, l'IGAD a fourni à ses États membres et aux parties prenantes de la GRC des orientations sur la mise en œuvre de programmes nationaux de GRC et a mis à jour les profils et stratégies des risques régionaux. La SADC a continué de renforcer les efforts visant à consolider la résilience urbaine par l'apport d'un soutien analytique et de conseils stratégiques à des villes de la région de l'Afrique australe. Une réunion du Comité de la SADC des ministres responsables de la GRC a également rassemblé des représentants de 13 de ses États membres pour évaluer l'impact régional de certaines catastrophes importantes, comme les cyclones Idai et Kenneth de 2019. Cette réunion était organisée en vue d'approuver le cadre stratégique régional de résilience pour 2020-2030 et la stratégie de préparation et d'intervention en cas de catastrophe de la SADC pour 2016-2030.

Chacune des CER a également validé sa propre **stratégie régionale et/ou un plan d'action de GRC sensible au genre**, en vue de pleinement intégrer les considérations de genre dans les politiques et programmes de GRC pour la période 2020-2030. Celles-ci s'accompagnent de dispositions qui incluent la collecte de données ventilées par sexe, le recueil des connaissances et des expériences que les femmes ont des aléas et du relèvement post-catastrophe et la priorisation des recommandations pour les besoins de relèvement spécifiques au genre.

Les activités menées dans le cadre du programme du Résultat 2 démontrent ainsi l'importance de la coopération régionale alors que les CER posent les bases de leurs stratégies de GRC pour la décennie à venir. Les effets dévastateurs et polymorphes de la pandémie mondiale de COVID-19 soulignent en outre la nécessité d'adopter une approche multisectorielle pour renforcer la résilience contre les chocs induits par les catastrophes. Ceci inclut notamment la prise en compte des communautés les plus sensibles et exposés à ces chocs, et d'assurer le caractère résilient des processus de relèvement et de reconstruction pour protéger les progrès accomplis en matière de développement.

¹ Cette organisation était auparavant connue sous le nom de Groupe des États d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique (ACP) et a changé de dénomination en avril 2020. Plus d'informations sont disponibles ici : <https://bit.ly/3hf6BSQ>.



Un fermier au Burkina Faso arrose ses récoltes.

Source : iStock.com

Vue d'ensemble du programme

Description du programme

Le programme du Résultat 2 contribue aux réalisations du programme « *Renforcement de la résilience aux catastrophes naturelles dans les régions, les pays et les communautés d'Afrique subsaharienne pour 2015-2020* », qui a été lancé en 2015 par l'UE et l'OEACP et financé dans le cadre du 10^e Fonds européen de développement. Le programme global a pour objectif de **renforcer la résilience des régions, des pays et des communautés d'Afrique subsaharienne aux impacts de catastrophes naturelles**. Sont également concernés les impacts potentiels du changement climatique sur la réduction de la pauvreté et la promotion du développement durable. Pour ce faire, cinq Résultats ont été retenus avec une mise en œuvre attribuée à différents partenaires. Ces cinq Résultats forment ensemble le cycle complet des mesures de gestion des risques de catastrophes et de renforcement des capacités. Il s'agit des résultats suivants :

R1

Programme d'action élargi pour la mise en œuvre de la stratégie régionale africaine sur la prévention des risques de catastrophes. *Mis en œuvre par la Commission de l'Union africaine (AUC) et le Bureau des Nations Unies pour la réduction des risques de catastrophes (United Nations Office for Disaster Risk Reduction - UNDRR).*

R2

Les communautés économiques régionales africaines ont des capacités opérationnelles de coordination, de planification et de conseil politique de la GRC afin d'appuyer leurs États membres respectifs et les programmes régionaux et sous-régionaux. *Mis en œuvre par la Facilité mondiale pour la prévention des catastrophes et le relèvement (Global Facility for Disaster Reduction and Recovery - GFDRR).*

R3

Les capacités de base des Centres climatiques régionaux et nationaux sont améliorées afin de répondre aux besoins d'une utilisation efficace des services de météo et du climat des agences de prévention des risques de catastrophes et des secteurs socio-économiques, de cibler les communautés et les systèmes d'alerte précoce en temps réel. *Mis en œuvre par la Banque africaine de développement (BAfD).*

R4

Les pays africains ont amélioré leurs connaissances en matière de risques à travers la compilation de données historiques relatives aux catastrophes afin de renseigner l'évaluation et la modélisation des risques futurs. *Mis en œuvre par l'UNDRR.*

R5

Des stratégies de financement multirisques sont développées aux niveaux régional, national et local afin d'aider les pays africains dans des prises de décisions éclairées et d'atténuer les impacts socio-économiques budgétaires et financiers des catastrophes. *Mis en œuvre par la GFDRR.*

La GFDRR est responsable de la mise en œuvre des Résultats 2 et 5.² Le présent rapport d'activité couvre les réalisations du Résultat 2. Les activités effectuées dans le cadre de celui-ci sont mises en œuvre par les quatre CER et par des équipes de la Banque mondiale. La GFDRR assure la coordination au jour le jour avec la Commission européenne, le Secrétariat de l'OEACP, et les partenaires d'exécution du programme ACP-UE de Renforcement de la résilience aux catastrophes naturelles dans les régions, les pays et les communautés d'Afrique subsaharienne et les autres parties prenantes concernées.

² Le Résultat 5, également connu sous le nom d'Initiative de financement des risques de catastrophes en Afrique, a achevé ses activités et a été clos en février 2020.

Dispositifs administratifs : Le programme du Résultat 2 est financé grâce à une contribution supplémentaire de 20 millions d'euros au Fonds fiduciaire à bailleur de fonds unique du programme ACP-UE de prévention des risques liés aux catastrophes naturelles (*Natural Disaster Risk Reduction - NDRR*) et relève de ce Programme sur le plan administratif.³ Un rapport d'activité distinct présente les activités du programme ACP-UE NDRR pour l'exercice 2019-2020.

Réunions du comité de pilotage : La gouvernance du programme du Résultat 2 est assurée par le comité de pilotage du programme ACP-UE NDRR, composé de représentants de la Commission européenne, du Secrétariat de l'OEACP et de la Banque mondiale. Celui-ci se réunit régulièrement pour faire le point sur les progrès réalisés, formuler des avis et des conseils et remédier aux problèmes survenus lors de la mise en œuvre du programme. Chaque réunion est l'occasion de présenter le portefeuille global ainsi que de faire le point sur la situation financière et le statut du cadre de suivi du programme du Résultat 2. Il a fallu reporter à une date ultérieure la réunion du comité de pilotage pour l'exercice 2019-2020 pour plusieurs raisons, notamment le déclenchement de la pandémie de COVID-19. Le programme du Résultat 2 est également représenté lors des réunions du comité de pilotage du programme de *Renforcement de la résilience aux aléas naturels en Afrique subsaharienne*. La 8^e réunion du comité de pilotage⁴ de ce programme s'est tenue à Abuja, au Nigeria, le 10 octobre 2019, en marge de la réunion du 15^e Groupe de travail africain sur la prévention des risques de catastrophes.

Extension du programme : En raison de la crise de la COVID-19 et de ses conséquences connexes directes, plusieurs activités du programme du Résultat 2 ont été retardées. Il s'agissait notamment d'ateliers techniques, de sessions de renforcement des capacités, d'exercices de collecte de données et des activités de partage des connaissances. Par conséquent, l'équipe de la GFDRR a travaillé avec la Commission européenne pour accorder une **extension sans frais du programme ACP-UE NDRR** de novembre 2020 à décembre 2021 ; cette extension s'applique aux activités qui relèvent du programme du Résultat 2. Celle-ci donne plus de temps aux équipes de la Banque mondiale et à leurs homologues gouvernementaux pour s'adapter aux nouvelles réalités et trouver des solutions en vue de fournir du soutien à distance virtuel et de faire en sorte que les activités produisent les résultats attendus. Dans le même temps, les activités du programme continuent de renforcer la capacité des gouvernements dans les domaines de la prévention et de la gestion des risques de catastrophes, tous deux essentiels pour faire face aux effets de la pandémie de COVID-19, en particulier lorsque les partenaires nationaux de la Banque mondiale sont confrontés à des risques complexes et composites.

Coordination avec d'autres partenaires : Les activités à l'échelle du programme nécessitent, et encouragent, une coordination régulière entre les partenaires du développement, en particulier entre les partenaires chargés de la mise en œuvre des quatre Résultats du programme de *Renforcement des capacités de résilience face aux catastrophes en Afrique subsaharienne*. Comme mentionné ci-dessus, les CER étaient présentes à la 8^e réunion du comité de pilotage du Programme, qui vise à superviser et à valider la direction stratégique globale et l'orientation politique du Programme. En outre, le comité de pilotage se déroule en marge du Groupe de travail Afrique sur la GRC, qui réunit plusieurs parties prenantes clés, dont la CUA, les États membres et les partenaires au développement. Le comité de pilotage est donc l'occasion pour les CER de se concerter avec les autres Résultats du Programme, ainsi qu'avec des parties prenantes internationales, régionales et nationales de GRC.

³ Pour en savoir plus, voir <https://www.gfdr.org/fr/acp-eu>.

⁴ La 1^{re} réunion du comité de pilotage a eu lieu à Addis-Abeba, en Éthiopie, le 18 février 2016, la 2^e à Livingstone, en Zambie, le 27 octobre 2016, la 3^e à Addis-Abeba le 9 mars 2017, la 4^e à Mombasa, au Kenya, le 28 septembre 2017, la 5^e à Bahir Dar, en Éthiopie, le 15 mars 2018, la 6^e à Yaoundé, au Cameroun, le 6 septembre 2018, et la 7^e à Hawassa, en Éthiopie, le 5 avril 2019. Le comité de pilotage du programme est composé de la CUA, des CER, de la BAfD, de l'UNDRR, de la Banque mondiale-GFDRR et du Secrétariat de l'OEACP, ainsi que de l'UE, du Centre africain pour les applications de la météorologie au développement, de l'Organisation européenne pour l'exploitation de satellites météorologiques et du gouvernement hôte.

Objectif du programme

L'objectif spécifique du programme du Résultat 2 est de **renforcer et d'accélérer la mise en œuvre efficace d'un cadre africain complet de prévention des risques de catastrophes et de gestion des risques au niveau régional dans les communautés économiques régionales d'Afrique suivantes** :

- 1 La Communauté économique des États de l'Afrique centrale (la CEEAC), dont le siège est situé à Libreville au Gabon (<http://www.ceeac-eccas.org/>) ;
- 2 La Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest (la CEDEAO), dont le siège est situé à Abuja au Nigeria (<http://www.ecowas.int/>) ;
- 3 L'Autorité intergouvernementale pour le développement (l'IGAD, *Intergovernmental Authority on Development*), dont le siège est situé à Nairobi au Kenya (<http://www.igad.int/>) ;
- 4 La Communauté de développement de l'Afrique australe (la SADC, *Southern African Development Community*), dont le siège est situé à Gaborone au Botswana (www.sadc.int).

Le programme du Résultat 2 vise à atteindre son objectif par la mise en œuvre des trois volets d'activités suivantes :

- 1 Renforcer les capacités de coordination des CER afin de faire progresser l'agenda régional en matière de GRC ;
- 2 Renforcer les capacités des CER en matière de planification, de conseils stratégiques et de diffusion des connaissances, pour que les CER appuient leurs États membres respectifs à prendre des décisions éclairées sur le renforcement de la résilience aux catastrophes, et pour qu'elles apportent un meilleur appui aux programmes régionaux et sous-régionaux de GRC ;
- 3 Mettre à disposition une plateforme de sensibilisation et améliorer la coopération et le travail en réseau entre établissements techniques mondiaux, régionaux et nationaux. Les CER, les gouvernements de leurs États membres, les décideurs et les professionnels de la GRC auront ainsi accès aux savoirs techniques et aux meilleures pratiques opérationnelles d'un large éventail de parties prenantes.

Ces activités reprennent et appuient l'approche stratégique énoncée dans le Plan d'action de la CUA, les stratégies de GRC des CER et le Cadre de Sendai pour la réduction des risques de catastrophes de 2015-2030. Elles visent les quatre CER et leurs partenaires clés, notamment des universités et des centres de recherche, des autorités de bassins fluviaux et des organisations techniques d'Afrique.

Résultats - Résultats attendus et objectifs

Les principaux résultats attendus du programme du Résultat 2 sont les suivants :

- 1 Opérationnalisation des stratégies de GRC des CER conformément à leurs plans d'action respectifs, en s'appuyant sur les réalisations d'initiatives de GRC précédentes.
- 2 Amélioration des connaissances et de la compréhension de la GRC au niveau régional, en accordant une attention particulière au renforcement des capacités nationales de prise de décisions.
- 3 Amélioration de la coopération et du travail en réseau entre les CER d'une part et les établissements de recherche et centres techniques mondiaux, régionaux et nationaux de l'autre, en vue de renforcer la GRC et de l'intégrer dans le développement durable.
- 4 Apport de conseils et d'assistance technique aux États membres des CER à l'élaboration de politiques et de stratégies de GRC ainsi que des programmes de prévention des risques sur le plan national.
- 5 Amélioration des capacités régionales, en vue de soutenir les évaluations des besoins post-catastrophe (*Post-Disaster Needs Assessment* - PDNA) et la planification du relèvement/de la reconstruction.

La réalisation des résultats escomptés est mesurée par rapport aux objectifs suivants, prévus d'être atteints d'ici décembre 2021 :

- 1 Les quatre CER africaines ont rendu opérationnelles leurs stratégies de GRC en conformité avec leurs plans d'action respectifs, en s'appuyant sur les réalisations d'initiatives de GRC précédentes.
- 2 Au moins huit ateliers de formation sous-régionaux ont été organisés sous la direction de leurs CER concernées.
- 3 Les quatre CER africaines ont renforcé leurs capacités de conseil et d'apport d'assistance technique à leurs États membres en vue d'élaborer des politiques et stratégies nationales de GRC et des programmes de prévention des risques.
- 4 Les quatre CER ont développé et/ou amélioré leurs capacités à soutenir leurs États membres respectifs à entreprendre des évaluations des besoins post-catastrophe (PDNA) et la planification du relèvement.

Progrès de la mise en œuvre - Faits saillants de l'exercice 2019-2020

Dans le cadre du programme du Résultat 2, **1 893 parties prenantes**, dont **617 femmes**, ont participé à **38 activités de renforcement des capacités** au cours de l'exercice 2020. Parmi ces parties prenantes, **762** personnes ont été formées à la GRC, **242** ont reçu une formation aux méthodologies des PDNA et du cadre de relèvement post-catastrophe (DRF) et **889** ont participé à des conférences.



La **CEEAC** a continué d'appuyer ses cinq États membres à élaborer des stratégies et des plans d'action nationaux en matière de GRC et a intensifié les efforts de renforcement des capacités et d'échanges de connaissances par le biais d'ateliers ciblés sur la GRC et des thèmes connexes. Le partenariat les universités des États membres de la CEEAC a permis à six étudiants en master d'effectuer un stage au sein de l'unité GRC de la CEEAC. En outre, le projet de rapport de synthèse régional sur l'état des services hydrométéorologiques et climatologiques et des systèmes d'alerte précoce en Afrique centrale a été élaboré, ainsi que des rapports nationaux pour quatre États membres (Angola, Burundi, Guinée équatoriale, Rwanda).



La **CEDEAO** a maintenu le soutien qu'elle apporte à ses États membres pour renforcer leurs mécanismes nationaux de coordination de la GRC. En plus de finaliser sa stratégie et son plan d'action de GRC portant sur la dimension du genre pour 2020-2030, la CEDEAO a élargi les capacités de gestion des risques d'inondations de ses États membres en élaborant une **stratégie complète de gestion des inondations**. La CEDEAO et le centre régional AGRHYMET ont également lancé un partenariat sur les prévisions et la gestion des inondations en avril 2020. Enfin, une réunion annuelle des directeurs des services hydrométéorologiques nationaux à Monrovia, au Liberia, a examiné des stratégies pour une coordination plus étroite des services à travers l'Afrique de l'Ouest, en mettant l'accent sur la gestion de la qualité et les échanges de données.



L'**IGAD** a coordonné et finalisé sa stratégie et son plan d'action régional pour la GRC et l'ACC. Des orientations stratégiques ont été communiquées aux États membres de l'IGAD par le biais des **Forums sur les perspectives climatiques de la Corne de l'Afrique**, qui ont fourni aux participants des mises à jour sur les prévisions climatiques saisonnières et sur la mise en œuvre des activités de GRC. L'IGAD a également dispensé aux praticiens de la GRC une formation à l'utilisation des **techniques d'observation de la Terre et des systèmes d'information géographique**, comme la télédétection. Au cours de l'exercice 2020, l'IGAD a dirigé les efforts visant à encourager les échanges d'apprentissage par les pairs sur la collecte et la gestion des données sur les catastrophes entre les points focaux du cadre de Sendai, dans le but d'améliorer l'élaboration rapide des rapports et d'accélérer le suivi dans la région.



La **SADC** contribue au renforcement des efforts régionaux visant à consolider la **résilience urbaine** par l'apport d'un soutien analytique et de conseils stratégiques à des villes de la région de l'Afrique australe. La coordination sur la GRC a été intensifiée lors du **23^e Forum régional sur les perspectives climatiques de l'Afrique australe** tenu en août 2019. Ce Forum a fourni des informations climatologiques vitales à des secteurs socio-économiques clés afin de contribuer à la réalisation des objectifs d'industrialisation et de développement de la SADC, dans des domaines tels que l'agriculture, la santé, l'infrastructure de l'eau, les transports et l'énergie. La SADC a également organisé en février 2020 une réunion pour les **ministres de la GRC** représentant ses États membres, lors de laquelle plusieurs stratégies clés ont été approuvées, y compris le projet de cadre stratégique de résilience régionale pour 2020-2030, le Programme d'action de l'Union africaine sur la mise en œuvre du cadre de Sendai et la stratégie et le fonds de la SADC de préparation et d'intervention en cas de catastrophes pour 2016-2030.

Thématiques transversales : Inclusion du genre et actions de mobilisation de la société civile

L'inclusion du genre constitue un principe opératoire clé pour la GFDRR, comme le montre son engagement à intégrer les expériences, les connaissances, les besoins et l'autonomisation des femmes dans le cadre de ses efforts pour renforcer la résilience au changement climatique et aux risques de catastrophes. L'engagement de la GFDRR à répondre aux différents besoins entre hommes et femmes en matière d'investissements dans la GRC et à l'autonomisation des femmes dans le renforcement de la résilience communautaire est énoncé dans son **Plan d'action du genre 2016-2021**,⁵ qui identifie des actions et des résultats spécifiques qui font de la promotion du genre une composante essentielle de la GRC.

Au cours de l'exercice 2020, chacune des 4 CER a finalisé sa **stratégie et/ou son plan d'action régionaux de GRC sensibles au genre**, qui ont ensuite été validés par leurs États membres respectifs.⁶ Ces documents servent de feuilles de route régionales pour les dix prochaines années, afin de guider les États membres sur la manière d'intégrer les considérations de genre dans leurs politiques et programmes de GRC, et sont alignés sur le Cadre de Sendai pour la réduction des risques de catastrophes (2015-2030). La priorité y est donnée à l'intégration du genre, s'agissant là d'un aspect essentiel pour assurer l'inclusion des femmes au renforcement de la résilience face aux risques climatiques et de catastrophes et trouver une solution aux problèmes de disparité entre hommes et femmes dans le domaine de la GRC. Bien que chacun de ces plans d'action traite de difficultés régionales, ils partagent plusieurs traits en commun, comme la collecte de données différenciées par sexe, la diffusion d'informations vitales par le biais de communications sensibles au genre et la promotion d'une reconstruction et d'un relèvement inclusifs.

En outre, des CER ont inscrit des organisations de la société civile (OSC) représentant les intérêts des femmes et des jeunes aux tout premiers rangs de la politique régionale de GRC. Cette tendance s'inscrit dans le droit fil du **Plan d'action de participation citoyenne 2019-2023**,⁷ qui demande à accroître le nombre de subventions comportant des activités de participation citoyenne dans le portefeuille de la GFDRR. Au cours de l'exercice 2020, les CER ont continué de s'associer avec des OSC par le biais d'ateliers de renforcement des capacités et en soutenant leur participation à des événements internationaux. Par exemple, des représentants de groupes de femmes et de jeunes ont contribué à la 8^e plateforme d'Afrique centrale et à la 4^e Conférence ministérielle de l'Afrique centrale à Kinshasa, en République démocratique du Congo, en octobre 2019.

Les CER ont également reconnu l'importance du **secteur universitaire** dans la conception et la mise en œuvre de politiques et d'actions de GRC, en accordant une attention particulière à la qualité de la recherche que les universités peuvent apporter. Par exemple, les États membres de la CEEAC ont reçu une assistance clé de la part du consortium composé de l'Institut français de recherche pour le développement (l'IRD), de l'Université de Buea (avec le partenariat universitaire du centre d'excellence *Periperi U*), du Centre climatique de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge et du CERFE (*Centre de recherche et de formation en éco-éthologie*), une organisation à but non lucratif de recherche et de formation. Cette assistance a consisté notamment en des événements ciblés de renforcement des capacités destinés à des experts des États membres de la CEEAC, l'élaboration d'un module de formation en ligne sur la GRC et le lancement d'une étude destinée à évaluer la réponse des systèmes nationaux de GRC dans la lutte contre la pandémie de COVID-19 dans la région. La CEDEAO a poursuivi son appui institutionnel au renforcement des capacités régionales de gestion des inondations, notamment par le biais de plusieurs formations, avec la participation active de l'université de Lomé. Au sein de la SADC, l'université *Stellenbosch* en Afrique du Sud aide à établir un réseau régional de recherche appliquée et de renforcement des capacités afin d'améliorer le partage des connaissances entre les établissements universitaires et de programmes de formation pédagogique et professionnelle sur la GRC.

⁵ Le Plan d'action du genre de la GFDRR est disponible (en anglais) à : <https://bit.ly/3h8RcDu>.

⁶ La stratégie de la **CEEAC** est disponible en anglais à <https://bit.ly/371VuF3> et en français à <https://bit.ly/3czTDhV>. La stratégie de la **CEDEAO** est disponible en anglais à <https://bit.ly/2BTyvE2> et en français à <https://bit.ly/3hcYgQM>. La stratégie de la **SADC** est disponible (en anglais) à <https://bit.ly/30uPFmO>. La stratégie de l'**IGAD** est disponible en anglais à <https://bit.ly/332jGLZ> et en français à <https://bit.ly/3f9zBud>.

⁷ Le Plan d'action de participation citoyenne de la GFDRR est disponible (en anglais) à : <https://bit.ly/2R2mSjt>.

Le programme au sein de la CEEAC



La Communauté économique des États de l'Afrique centrale (CEEAC) réunit 11 États membres d'Afrique centrale d'une population totale de plus de 181 millions d'habitants : l'Angola, le Burundi, le Cameroun, le Gabon, la Guinée équatoriale, la République centrafricaine, la République démocratique du Congo, la République du Congo, le Rwanda, Sao Tomé-et-Principe et le Tchad. Le mandat de la CEEAC est de promouvoir la coopération régionale entre ses États membres ainsi que leur intégration régionale. Celui-ci consiste, entre autres, à diriger le dialogue politique sur la GRC et le changement climatique, sur lequel la coopération régionale se développe encore ; jusqu'ici, la collaboration s'était axée sur les questions de paix et de stabilité dans la région des Grands Lacs et en République centrafricaine.

La région s'étend sur un vaste territoire qui est vulnérable à une grande variété de risques de catastrophes naturelles. La République centrafricaine, le Tchad et la République démocratique du Congo figurent à l'indice INFORM 2020 pour la gestion des risques comme faisant partie des 10 pays les plus vulnérables à des risques de catastrophes naturelles, selon des facteurs tels que la vulnérabilité socio-économique. Les aléas naturels dans la région sont exacerbés par la détérioration de l'environnement, comme le déboisement de la forêt du Bassin du Congo.

Au sein de la CEEAC, l'unité GRC et Adaptation au changement climatique (ACC) est incorporée à la direction de l'Environnement et des Ressources naturelles, qui relève du département de l'Environnement, des Ressources naturelles, de l'Agriculture et du Développement rural. La politique générale de la CEEAC relative à la gestion de l'environnement et des ressources naturelles, adoptée en 2007, s'attelle à la question de la GRC en prévoyant trois priorités stratégiques : la lutte contre la dégradation des terres, la sécheresse et la désertification, la lutte contre le changement climatique et l'évaluation et l'alerte précoce de catastrophes d'origine naturelle ou humaine. En 2017, les ministres ont adopté une version révisée de la stratégie régionale d'Afrique centrale de 2012 pour la prévention des risques, la gestion des catastrophes et l'ACC, afin de l'aligner sur les priorités du Cadre de Sendai pour la prévention des risques de catastrophes.

Cinq composantes sont mises en œuvre au sein de la région de la CEEAC au titre du programme du Résultat 2 :

- 1 Renforcement des connaissances régionales en matière d'aléas, de vulnérabilité et de risques par la cartographie des aléas transfrontaliers.
- 2 Renforcement des capacités régionales et nationales dans les domaines de la GRC et de l'ACC.
- 3 Renforcement du dialogue politique et de la législation traitant de la GRC et de l'ACC.
- 4 Renforcement des capacités régionales pour les interventions et les évaluations post-catastrophe et pour la planification de la reconstruction.
- 5 Renforcement des capacités techniques et de gestion au sein du Secrétariat de la CEEAC.

Activités au sein de la CEEAC, Exercice 2020

Composante 1 : Renforcement des connaissances régionales sur les aléas, les vulnérabilités et les risques par la cartographie des risques transfrontaliers

La CEEAC a poursuivi ses efforts visant à renforcer les connaissances régionales sur la GRC et la GRC par l'élaboration de ressources de connaissances liées à la cartographie des risques et à l'identification de la vulnérabilité. Ces ressources portent notamment sur l'élaboration d'une évaluation régionale qui contribuera à mieux comprendre **les aléas, les vulnérabilités et les risques de catastrophes** présents en Afrique centrale. Au cours de l'exercice 2020, des données pertinentes ont été recueillies, une base de données a été créée pour y stocker les informations pertinentes recueillies sur la GRC et la GRC et des travaux préparatoires ont commencé à l'établissement d'un atlas régional des aléas, des vulnérabilités et des risques. Cette évaluation (i) fournira aux décideurs des informations clés au niveau national et (ii) identifiera les secteurs d'importance régionale, tels que les zones transfrontalières, pour la gestion des catastrophes naturelles et l'apport d'éclairages sur des politiques connexes dans la région.

Composante 2 : Renforcement des capacités régionales et nationales en matière de GRC et d'ACC

Au titre de cette composante, cinq grandes activités ont été menées pour renforcer les États membres de la CEEAC et les capacités régionales dans leur ensemble : (i) soutenir cinq États membres dans l'élaboration de stratégies et de plans d'action nationaux en matière de GRC ; (ii) intensifier les efforts de renforcement des capacités et l'échange de connaissances par le biais d'ateliers ciblés sur la GRC et d'autres thèmes connexes ; (iii) améliorer les partenariats avec le secteur universitaire en offrant à des étudiants en master des universités des États membres de la CEEAC des stages au sein de l'unité GRC de la CEEAC ; (iv) intégrer la dimension du genre dans la stratégie régionale et le plan d'action de prévention des risques, de gestion des catastrophes et d'ACC ; et (v) fournir du matériel de bureau essentiel et une formation ciblée à l'unité de GRC des États membres de la CEEAC.

Les activités de renforcement des capacités et de consolidation institutionnelle dans les États membres de la CEEAC se sont poursuivies afin d'élaborer et de renforcer les stratégies nationales de GRC et de GRC dans la région et de les aligner sur le Cadre de Sendai pour la réduction des risques de catastrophes. Au cours de l'exercice 2020, des projets de stratégies et de plans d'action nationaux en matière de GRC ont été élaborés pour la République du Congo, le Cameroun, le Tchad, la République centrafricaine et São Tomé-et-Principe. Les États membres et d'autres parties prenantes internationales telles que l'UNDRR et la Commission de l'Union africaine sont en train de formuler leurs commentaires avant la finalisation de ces stratégies et plans d'action nationaux en matière de GRC.

La CEEAC a non seulement commencé à élaborer des stratégies de GRC pour renforcer les capacités nationales en matière de GRC et d'ACC, mais a aussi continué tout au long de l'exercice 2019-2020 de renforcer les capacités de ses États membres en organisant des **ateliers de formation régionaux** GRC/ACC. Ceux-ci ont réunis des experts gouvernementaux, des points focaux de la GRC et de la météorologie, des représentants de la société civile, des organisations non gouvernementales (ONG), les médias, le milieu universitaire et le secteur privé.

Un partenariat composé de l'Institut français de recherche pour le développement (l'IRD), de l'Université de Buea (avec le partenariat universitaire du centre d'excellence *Periperi U*), du Centre climatique de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge et du CERFE, une organisation à but non lucratif de recherche et de formation, a commencé la préparation de modules en ligne sur la GRC qui seront mis à la disposition des États membres et des universités de la CEEAC dans le but de fournir des possibilités de renforcement des capacités en ligne sur la GRC et l'ACC. Le consortium a également lancé une étude pour évaluer les actuelles interventions des systèmes régionaux et nationaux de GRC et de GRC pour lutter contre la pandémie de COVID-19 dans la région. Enfin, le consortium a organisé des événements ciblés de renforcement des capacités destinés à des experts des États membres de la CEEAC :

- Un atelier a eu lieu en janvier 2020 à **Douala, au Cameroun**, qui a permis à 54 experts régionaux en GRC, dont 12 femmes, de partager leurs connaissances, allant de services de prévision à des produits analytiques sur les populations exposées aux risques de catastrophes, et d'améliorer les réseaux de communication et de coordination entre eux. L'atelier était composé de plusieurs modules, à savoir : (i) des présentations formelles détaillées sur des aléas spécifiques (aléas sismiques et volcaniques, émissions de gaz toxiques, glissements de terrain, aléas sanitaires, inondations) ; (ii) des sessions spécifiques sur la façon d'inciter les communautés à se préparer à ces aléas et ces catastrophes et à intervenir le cas échéant, et sur la façon d'intégrer tous ces aspects dans un outil d'aide à la décision basé sur une modélisation mathématique ; (iii) des sessions interactives structurées autour de jeux de rôle, pour comprendre la complexité du fonctionnement d'un système d'alerte précoce, et pour présenter l'approche de financement basée sur les prévisions et la prise en compte des impacts d'après des prévisions de type hydrométéorologique ; et (iv) une visite de terrain pour tous les participants afin d'illustrer les modalités d'organisation de la collecte de données et l'utilisation qu'en fait la ville de Douala pour prévenir les risques d'inondations. Une vidéo de l'événement comportant des entretiens avec des participants a été réalisée.⁸



Atelier régional de la CEEAC pour la GRC à Douala en janvier 2020.
Source : CEEAC

- Un deuxième atelier s'est tenu en mars 2020 à **Libreville, au Gabon**, portant sur les aspects sociaux de la GRC à l'intention de 49 participants, dont 17 femmes, qui a rassemblé des représentants d'ONG régionales pour les femmes et les jeunes et des parlementaires, en vue de partager leurs expériences sur des sujets tels que la vulnérabilité sociale, la résilience et des approches participatives. L'atelier a donné lieu à des présentations sur des aspects sociaux inhérents à la GRC (la vulnérabilité sociale, la résilience communautaire, les approches participatives et le rôle des différents acteurs sociaux, l'amélioration des moyens d'information de la population, la communication, les aspects de genre, les questions des sujets vulnérables et le rôle des jeunes, les cadres juridiques, la recherche scientifique et la formation). Il a comporté aussi des sessions participatives sur la « didactique opérationnelle » à base de travaux de groupe pour l'élaboration de projets d'instruments de travail utiles dans la GRC et la prise en compte des thèmes suivants : (i) la collaboration entre les scientifiques et les communautés locales pour la surveillance des aléas naturels ; (ii) l'élaboration d'un plan d'information, d'éducation et de communication pour la GRC en milieu urbain ; (iii) la participation des acteurs sociaux à l'élaboration d'un plan d'urgence ; (iv) la formation à la vulnérabilité pour les lycéens ; (v) démocratie, participation et représentation dans la GRC ; et (vi) la mise à niveau des systèmes de gouvernance de GRC du niveau local jusqu'au niveau national. L'atelier s'est achevé par l'adoption d'une Déclaration finale se rapportant aux ateliers de Douala et de Libreville. Une vidéo de l'événement comportant des entretiens avec des participants a été réalisée.⁹



Atelier régional de la CEEAC pour la GRC à Libreville en mars 2020.
Source : CEEAC

⁸ La vidéo sur l'atelier est disponible à <https://bit.ly/39GiOj2>.

⁹ La vidéo sur l'atelier est disponible à <https://bit.ly/3cjho7k>.



Atelier de validation du plan d'action sensible pour la GRC au genre de la CEEAC en février 2020 à Libreville, Gabon.
Source : CEEAC

Dans le cadre du renforcement des capacités régionales dans le domaine de la GRC/ACC, l'unité GRC de la CEEAC a accueilli 6 **étudiants en master issus de plusieurs universités des États membres de la CEEAC pour y suivre un stage de trois mois**, les aidant à achever leurs thèses de master respectives. À ce jour, deux étudiants ont validé leur thèse de master, les quatre autres ayant été retardés en raison de la pandémie de COVID-19.

Au cours de l'exercice 2020, la CEEAC a finalisé et validé le **plan d'action de sa stratégie régionale sensible au genre de prévention des risques, de gestion des catastrophes et d'adaptation au changement climatique**.¹⁰ Des consultations inclusives ont été entreprises avec les points focaux chargés de la GRC et du genre des 11 États membres de la CEEAC, ainsi qu'avec plusieurs parties prenantes du secteur privé et de la société civile – y compris des ONG représentant les femmes, les jeunes, et plusieurs organisations universitaires. Le but était d'élaborer des

cadres pratiques sensibles au genre, inclusifs pour l'ensemble des secteurs de la société, et de renforcer les capacités d'intégration du genre dans les initiatives de GRC dans la région. En février 2020, la CEEAC a organisé un atelier de validation à Libreville, au Gabon, réunissant 59 participants, dont 29 femmes, pour examiner et valider le projet de plan d'action de la stratégie de GRC sensible au genre dans la région. Celui-ci a marqué le point de départ des efforts déployés par la CEEAC pour intégrer les considérations du genre dans la *Stratégie régionale de l'Afrique centrale pour la prévention des risques, la gestion des catastrophes et l'adaptation au changement climatique*. Cette stratégie guidera les États membres sur la manière de traiter les problèmes de disparité entre hommes et femmes et d'améliorer l'inclusion économique, sociale et culturelle entre les sexes dans le domaine de la GRC.

D'autres activités ont été menées au cours de l'exercice 2019-2020, notamment le soutien de la CEEAC à la **capacité opérationnelle et technique** des organisations nationales de gestion des catastrophes de ses États membres. Un manque caractérisé de ressources matérielles et financières se constate dans la grande majorité des services ministériels chargés de la prévention des risques de catastrophes, en particulier en Afrique centrale. Pour aider les points focaux de la GRC à combler certaines de ces lacunes, la CEEAC a lancé un appel d'offres pour fournir à ses onze États membres du matériel technique et de connexion au réseau internet. Au total, 44 ordinateurs portables, 22 ordinateurs de bureau, 11 imprimantes laser multifonctions et 22 modems Wi-Fi ont été distribués pour faciliter la gestion des données, l'échange d'information et des communications régulières. Une formation ciblée sur l'utilisation des logiciels de base a été dispensée aux unités GRC de six États membres de la CEEAC : le Burundi, le Gabon, la République centrafricaine, la République démocratique du Congo, Sao Tomé-et-Principe et le Tchad.

Composante 3 : Renforcement du dialogue politique et de la législation sur la GRC et l'ACC

Du 30 septembre au 4 octobre 2019, deux événements se sont déroulés simultanément à Kinshasa, en RDC, pour renforcer la coordination régionale des politiques de GRC et d'ACC, à savoir la **8^e plateforme régionale d'Afrique centrale sur la GRC** et la **4^e Conférence ministérielle de l'Afrique centrale sur la GRC**. Ces événements sont décrits plus en détail à la section « Pleins phares » à la page 19.

¹⁰ Le Plan d'action de la stratégie de la CEEAC en matière de GRC sensible au genre est disponible en anglais à <https://bit.ly/37iVuF3> et en français à <https://bit.ly/3czTDhV>.

Composante 4 : Renforcement des capacités régionales pour les interventions et les évaluations post-catastrophe et pour la planification de la reconstruction

Deux activités principales sont en cours dans le cadre de cette composante, il s'agit : (i) de la préparation aux catastrophes naturelles, le renforcement des capacités régionales et nationales de la CEEAC ; et (ii) de la phase post-catastrophe, des formations destinées aux États membres de la CEEAC pour la réalisation d'un PDNA et l'élaboration d'un cadre de relèvement/reconstruction.

Concernant la préparation aux catastrophes naturelles, le consortium dirigé par l'Institut Deltares, un institut indépendant de recherche appliquée dans le domaine de l'eau et du sous-sol, entreprend l'élaboration d'un rapport visant à mieux comprendre l'état des services météorologiques, hydrologiques et climatologiques et des systèmes d'alerte précoce en Afrique centrale, et d'un cadre régional destiné à améliorer la prise de décisions en matière de gestion des inondations et des sécheresses dans la région. Le projet de rapport de synthèse régional sur l'état des services hydrométéorologiques et climatologiques et des systèmes d'alerte précoce en Afrique centrale a été achevé, ainsi que les rapports nationaux de quatre États membres (Angola, Burundi, Guinée équatoriale, Rwanda). En raison de la pandémie de COVID-19, Deltares a adapté ses travaux et poursuivi ses activités en organisant des réunions en distanciel avec les parties prenantes concernées des États membres de la CEEAC.

L'unité GRC de la CEEAC a organisé deux **formations sur la méthodologie de l'évaluation post-catastrophe et le cadre de relèvement (PDNA et DRF)** avec le soutien de la Banque mondiale et de la GFDRR et des formateurs de l'UE et du Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD). Ces formations se sont notamment intéressées à la question de la fragilité et des conflits, compte tenu de la fréquence à laquelle la région subit les conséquences de l'instabilité politique qui règne.

- La première formation, qui s'est tenue du 22 au 26 juillet 2019 à Bangui, en République centrafricaine, a réuni 48 participants, dont 15 femmes. Destinée aux instances publiques, elle a rassemblé des représentants des ministères de l'action humanitaire, de l'administration territoriale, de l'agriculture, de l'aviation civile, de la météorologie, de l'éducation, de l'environnement, de l'urbanisme, de la communication, de la défense, du genre, de la santé et du plan, ainsi que de plusieurs ONG.
- La deuxième formation PDNA a eu lieu du 29 juillet au 2 août 2019 à Brazzaville, en République du Congo, à laquelle ont assisté 48 participants, dont 8 femmes. Cette formation a réuni des représentants des ministères des finances, des affaires sociales et de l'action humanitaire, de l'agriculture, de l'élevage et de la pêche, des transports, de la météorologie, de l'intégration et de la promotion des femmes dans le développement, de l'éducation, des affaires étrangères, du tourisme et de l'environnement, de l'eau et de l'assainissement, de la sécurité sociale, de la communication, de la jeunesse et de la santé.



Participants aux formations PDNA/DRF de la CEEAC à Bangui et à Brazzaville en juillet/août 2019.
Source : CEEAC

Pleins phares : Échanges régionaux sur la GRC en Afrique centrale réunissant des experts dans les domaines de la météorologie et du changement climatique

Le Cadre de Sendai pour la GRC de 2015-2030 reconnaît le caractère essentiel de la coopération régionale, sous-régionale et transfrontalière pour soutenir les efforts des autorités nationales et locales à réduire la vulnérabilité aux aléas naturels. La mise en œuvre de ces recommandations a pris de multiples formes, notamment l'organisation de forums régionaux en vue d'assurer le dialogue, la coordination et la mise en œuvre des mesures de GRC sur un plan multisectoriel.

La même chose s'est produite dans la région de l'Afrique centrale, sous l'impulsion du secrétariat de la CEEAC. La plateforme GRC de l'Afrique centrale est un forum annuel multipartite qui réunit des experts techniques et des parties prenantes de la région afin qu'ils échangent sur leurs initiatives, leurs expériences et les progrès réalisés dans le domaine de la GRC dans la région, ainsi que de l'avancement du plan d'action régional pour la mise en œuvre de la stratégie régionale de GRC/ACC. Cette plateforme a été organisée parallèlement à la Conférence ministérielle de l'Afrique centrale sur la GRC (qui a lieu tous les deux ans) qui, entre autres, adopte les résultats de la plateforme de la GRC de l'Afrique centrale et demande officiellement aux gouvernements des États membres de la CEEAC de mettre en œuvre les décisions prises.

C'est dans ce contexte que se sont déroulées la **8^e plateforme d'Afrique centrale pour la prévention des risques de catastrophes et la 4^e Conférence ministérielle d'Afrique centrale pour la prévention des risques de catastrophes** du 30 septembre au 4 octobre 2019 à Kinshasa, en République démocratique du Congo. Ces événements ont réuni environ 90 participants, dont les points focaux nationaux pour la GRC, les points focaux nationaux pour le climat, les points focaux nationaux pour la météorologie, des représentants gouvernementaux, des groupes de femmes, des groupes de jeunes, des OSC, la Fédération internationale des sociétés de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge, des représentants nationaux de la santé de la République démocratique du Congo et des représentants de la CEEAC. Ils ont contribué à clarifier les actions et les rôles liés à la mise en œuvre du cadre de Sendai pour la GRC en Afrique centrale, et à identifier des solutions régionales et nationales dans ce domaine. Un des objectifs de la plateforme régionale de la GRC de la CEEAC est de réunir des experts des trois secteurs clés pleinement impliqués par les questions de la GRC : le changement climatique, les services d'hydrométéorologie et la GRC.

La 8^e plateforme d'Afrique centrale pour la GRC a été l'occasion d'examiner les progrès accomplis dans la mise en œuvre des engagements pris lors de la 7^e plateforme d'Afrique centrale qui avait eu lieu au Burundi en janvier 2019. Au cours de ces réunions, des sessions spécifiques ont été consacrées à des thèmes ciblés, notamment une mise à jour sur la gestion de la crise Ebola dans la région, une discussion thématique réunissant les parties prenantes du réseau des parlementaires pour la résilience aux catastrophes en Afrique centrale (REPARC) et une session axée sur le financement des risques de catastrophes dans la région.

Le segment ministériel a formulé plusieurs recommandations, entre autres, (i) l'élaboration de plans d'urgence pour le Rwanda et la RDC pour la gestion des aléas volcaniques ; (ii) la mise en place d'un mécanisme de financement pour chaque État membre de la CEEAC pour les interventions d'urgence en cas de catastrophe ; (iii) l'inclusion de la dynamique du genre dans les activités de GRC dans tous les États membres de la CEEAC et (iv) l'importance du rôle du réseau REPARC (y compris des représentants parlementaires) de GRC au sein de la région CEEAC. Un autre fait saillant de ces événements a été le lancement du site web de la CEEAC axé sur les questions de GRC (accessible avec le lien : www.grc-ceeac.org).

Ces événements ont éveillé l'attention des médias locaux, soulignant l'importance des rencontres entre les points focaux GRC de la CEEAC pour partager leurs expériences intrarégionales en matière de gestion des risques de catastrophes et des risques climatiques. Ils ont aussi été l'occasion de rappeler combien il est crucial que les recommandations découlant de ces réunions régionales soient prises en compte au niveau ministériel et, qu'à leur tour, elles soient mises en œuvre au niveau national.



Représentants participant à la 8^e plateforme d'Afrique centrale.
Source : CEEAC

Le programme au sein de la CEDEAO



La Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO) rassemble 15 États membres de l'Afrique de l'Ouest, d'une population totale de plus de 349 millions d'habitants, à savoir : le Bénin, le Burkina Faso, le Cap-Vert, la Côte d'Ivoire, la Gambie, le Ghana, la Guinée, la Guinée-Bissau, le Liberia, le Mali, le Niger, le Nigeria, le Sénégal, la Sierra Léone et le Togo. La Vision 2020 de la CEDEAO appelle de ses vœux une région sans frontières, où les populations peuvent avoir accès à des ressources et en profiter par la création de possibilités pour le développement durable et la préservation de l'environnement. En outre, en juin 2020, la CEDEAO a amorcé le processus d'élaboration de sa Vision 2050 dans le but de concrétiser les aspirations et les priorités de développement de la région de l'Afrique de l'Ouest pour les 30 prochaines années, tout en consolidant les progrès accomplis dans la mise en œuvre de programmes et de projets identifiés dans le cadre de la Vision 2020.

Les aléas naturels posent une menace réelle en Afrique de l'Ouest, dans la mesure où environ 75 % de sa population vivent dans des régions qui sont frappées au moins une fois tous les deux ans par un cyclone tropical, la sécheresse, des inondations ou des tremblements de terre. Quelques-unes des villes les plus peuplées de l'Afrique, telles que Lagos et Abidjan, sont situées sur la côte de l'Afrique de l'Ouest ; de grands fleuves, comme le Niger, la Volta, le Sénégal et le Gambie traversent la région, et de vastes zones de savane et du Sahel, vulnérables à la sécheresse, franchissent les frontières nationales.

À la CEDEAO, le programme de GRC relève de la Direction des affaires humanitaires et sociales, sous la direction générale de la Commissaire chargée des affaires sociales et du genre. La CEDEAO s'est engagée à s'acquitter de son mandat de paix et de sécurité et a déclaré dans sa politique de 2006 pour la prévention des risques de catastrophes que les catastrophes et les conflits sont liés et se renforcent mutuellement. La CEDEAO intensifie ses activités de GRC, ayant adopté le Plan d'action de GRC pour 2015-2030, qui s'appuie sur la politique régionale de GRC pour 2010-2015 et sur le Cadre de Sendai pour la GRC, ainsi qu'une nouvelle stratégie et un plan d'action genre pour la GRC pour la période 2020-2030 qui a été approuvée en février 2020.

Quatre composantes sont mises en œuvre au sein de la CEDEAO au titre du programme du Résultat 2, qui apportent les contributions suivantes :

1 Renforcement des politiques et institutions de GRC au plan national et régional ;

2 Renforcement des capacités régionales de gestion des inondations ;

3 Amélioration de la planification régionale du relèvement post-catastrophe ; et

4 Renforcement de la capacité et de la coordination pour la GRC.

Activités au sein de la CEDEAO - Exercice 2020

Composante 1 : Renforcement des politiques et institutions de GRC sur le plan national et régional

À la suite d'une étude documentaire complète des politiques, des plans et des lignes directrices actuelles portant sur le genre au sein de sa Commission et de ses États membres, la CEDEAO et son Département des affaires sociales et du genre ont finalisé une **stratégie et un plan d'action sur le genre pour la prévention des risques de catastrophes**¹¹ pour la période 2020-2030. Cette stratégie retient les priorités suivantes : (i) le soutien à une approche sensible au genre de l'identification et de l'évaluation des risques ; (ii) un effort en faveur d'une structure de gouvernance équitable entre hommes et femmes ; (iii) assurer l'égalité des chances pour les femmes et les hommes d'atténuer les risques et de renforcer la résilience ; et (iv) promouvoir l'égalité des chances pour la participation des femmes et des hommes à toutes les étapes du cycle de la GRC. Les 11-12 février 2020, la CEDEAO a organisé un atelier de validation de ce plan d'action à Dakar, au Sénégal, réunissant 47 participants, dont 23 femmes. On comptait parmi les participants des points focaux chargés des questions de GRC et de genre des États membres de la CEDEAO, des OSC et le secteur privé. Au cours de l'atelier, les participants ont discuté des modalités de mise en œuvre de la stratégie genre pour la GRC récemment validée, en reconnaissant le travail déjà accompli et celui qui reste à faire dans les années à venir.

Component 2: Strengthening regional flood management capacity

Au cours de l'exercice 2020, la CEDEAO a dirigé et coordonné l'élaboration d'une **stratégie de gestion des inondations pour l'Afrique de l'Ouest**. Cette activité est décrite plus en détail à la section « Pleins phares » à la page 24.

La CEDEAO a renforcé le soutien institutionnel à la GRC, et en particulier à la **capacité régionale de gestion des inondations**, en organisant plusieurs événements et ateliers nationaux, en assurant la coordination des parties prenantes et des consultations, et en favorisant l'élaboration de politiques et de stratégies nationales de GRC. Ces formations ont réuni des acteurs du secteur privé, de la société civile, de groupes de femmes et de jeunes, d'universités, de ministères et de partenaires au développement.

- Du 26 au 28 août 2019, la CEDEAO a organisé un **atelier de formation de trois jours sur la prévision des inondations et l'alerte précoce** à Lomé, au Togo, en collaboration avec le Centre ouest-africain de service scientifique sur le changement climatique et l'utilisation adaptée des terres (*West African Science Centre for Climate Change and Adapted Land Use - WASCAL*) et l'Université de Lomé. 52 experts en hydrologie et en météorologie, dont 10 femmes, des États membres et de la Commission de la CEDEAO, ont participé à l'événement. Les formations ont porté sur les cadres politiques nationaux et régionaux pour la GRC et les systèmes d'alerte précoce, la modélisation hydrologique et les applications pertinentes des systèmes d'information géographique (SIG).



Atelier de la CEDEAO sur la formation à la sensibilisation régionale aux prévisions d'inondations et aux systèmes d'alerte précoce, à Lomé, au Togo, en août 2019.

Source : Banque mondiale

¹¹ La stratégie genre de la CEDEAO est disponible en anglais à <https://bit.ly/2BTyvF2> et en français à <https://bit.ly/3hcYgQM>.

- Du 14 au 18 novembre 2019, la CEDEAO et WASCAL ont travaillé avec le Centre régional AGRHYMET¹² à Niamey, au Niger, à la conception de **programmes de formation et de politiques générales pour la gestion des inondations**. Cette collaboration a été officialisée en avril 2020, lors du lancement par la CEDEAO et AGRHYMET d'un partenariat sur la prévision des inondations et la gestion des inondations. Dans le cadre de cette coopération, AGRHYMET fournit une expertise technique aux États membres de la CEDEAO en matière de prévision des inondations, ainsi qu'une formation et l'accès au modèle utilisé par le projet financé par une subvention de l'UE dans le cadre d'Horizon 2020 intitulé *Coopération renforcée pour fournir des prévisions et des alertes opérationnelles sur les inondations en Afrique de l'Ouest*.¹³
- Un **exercice de simulation d'inondations et de glissements de terrain** a eu lieu du 26 au 28 février 2020 à Freetown, en Sierra Leone, au profit des volontaires provenant des communautés, du Comité de gestion des catastrophes du district de Freetown, des groupes de secouristes, dont la Croix-Rouge de Sierra Leone, le Programme alimentaire mondial, d'autres agences des Nations Unies et des ONG, et de services publics nationaux et locaux. Réunissant 46 participants, dont 14 femmes, l'exercice visait à améliorer la préparation et la coordination en cas de catastrophes futures et à utiliser la toute dernière application des politiques existantes de préparation aux catastrophes, des plans d'urgence et des procédures d'urgence pour un scénario de catastrophe donné.
- Malgré l'impact de la COVID-19 sur l'organisation de formations et d'événements de renforcement des capacités, un cours d'e-learning a été organisé en avril et mai 2020 par la CEDEAO sur **l'introduction aux applications des technologies de l'information géospatiale, à la prévision des inondations et aux systèmes d'alerte précoce en Afrique de l'Ouest**.¹⁴ Ce cours a été animé par WASCAL et l'Institut des Nations Unies pour la formation et la recherche (UNITAR) et a réuni 53 participants, dont 11 femmes, de services nationaux d'hydrométéorologie et de GRC. Le cours comprenait trois modules : (i) les politiques nationales et régionales en matière de GRC ; (ii) l'utilisation d'informations géospatiales pour la GRC ; et (iii) une introduction à la modélisation hydrologique pour la prévision des inondations et les systèmes d'alerte précoce.



Composante 3 : Amélioration de la planification régionale du relèvement post-catastrophe



Participants à la formation nationale PDNA/DRF à Monrovia, au Liberia, en mars 2020.
Source : CEDEAO

Le renforcement des capacités régionales pour les interventions, les évaluations post-catastrophe et la planification de la reconstruction demeurent une priorité pour la CEDEAO. Dans le cadre de l'appui fourni à ses États membres, une formation sur la préparation et les interventions en cas d'urgence s'est tenue à Cotonou, au Bénin, du 20 au 22 novembre 2019. Celle-ci a porté sur le renforcement des capacités opérationnelles des acteurs nationaux et régionaux en matière de prévention, de préparation et d'intervention en cas d'urgence, et a aidé à mettre à jour les plans d'urgence nationaux. La formation a été suivie par 50 participants, dont 7 femmes.

Une formation sur la méthodologie de l'évaluation post-catastrophe et le cadre de relèvement (PDNA et DRF) a eu lieu à Monrovia, au Liberia, du 3 au 6 mars 2020, rassemblant 33 participants, dont 12 femmes. Au cours de cet exercice, un groupe de spécialistes du relèvement a été formé sur les approches et les méthodologies du PDNA et du DRF, dans le but de créer un groupe de professionnels et de fonctionnaires capables d'entreprendre des évaluations des besoins sur le terrain et de renforcer les capacités des acteurs nationaux de la GRC dans leurs pays respectifs.

¹² Créé en 1974, le centre régional AGRHYMET est une institution spécialisée du Comité permanent inter-États de lutte contre la sécheresse dans le Sahel (CILSS) qui compte neuf pays membres (le Burkina Faso, le Cap-Vert, la Gambie, la Guinée Bissau, le Mali, la Mauritanie, le Niger, le Sénégal et le Tchad). Il s'agit d'un institut public inter-États doté d'un statut juridique et de l'autonomie financière. Il a un statut international et est basé à Niamey, au Niger. Ses principaux objectifs contribuent à assurer la sécurité alimentaire, à accroître la production agricole dans les États membres du CILSS et à améliorer la gestion des ressources naturelles dans la région du Sahel.

¹³ Pour plus d'informations, voir (en anglais) : <https://cordis.europa.eu/project/id/780118>.

¹⁴ Plus d'informations sur le cours d'e-learning sont disponibles ici : <https://bit.ly/3g61nca>.

Composante 4 : Renforcement de la capacité et de la coordination pour la GRC

La CEDEAO a continué d'apporter à ses États membres des formations et des activités de renforcement des capacités, afin d'intensifier la coordination et les connaissances techniques sur la GRC et la GRC dans la région. Du 19 au 21 février 2020, la CEDEAO et l'Institut national de météorologie de Guinée-Bissau ont organisé une **formation du personnel du service national de protection civile**, réunissant 50 participants, dont 25 femmes. Cette formation a porté sur l'interprétation et l'application de données et d'informations hydrométéorologiques à des fins de GRC. La formation a aidé des agents nationaux de la protection civile à mieux comprendre l'importance des données hydrométéorologiques et leur application pour améliorer la préparation et les interventions en cas de catastrophe. L'atelier s'est concentré plus particulièrement sur (i) l'interprétation de l'information hydrométéorologique dans le contexte de la GRC ; (ii) la mise en place de systèmes d'alerte et de communication, basées sur l'interprétation des prévisions et des perspectives climatiques ; et (iii) l'alignement des services hydrologiques et météorologiques nationaux sur les besoins des services de protection civile et de gestion des catastrophes.



Participants à la formation du personnel du service national de protection civile en Guinée-Bissau en février 2020.
Source : CEDEAO



Remise de matériel technique au Secrétariat de la CEDEAO en juin 2020
Source : CEDEAO

La CEDEAO soutient également la capacité opérationnelle et technique des organisations nationales de gestion des catastrophes de ses États membres. Un exemple de ce soutien est l'acquisition de matériel technique et de connexion au réseau internet adapté aux besoins de chaque pays. Le 30 juin 2020, le Représentant résident de la CEDEAO en Côte d'Ivoire, l'ambassadeur Babacar Carlos Mbaye, a dirigé la cérémonie de remise du matériel technique au **Secrétariat exécutif de la plateforme nationale de GRC**. Ce nouveau matériel, qui comprend des ordinateurs, des imprimantes et des projecteurs, facilitera la collecte de données et la planification des opérations d'urgence.

Pleins phares : Élaboration d'une stratégie régionale pour la gestion des inondations en Afrique de l'Ouest

L'Afrique de l'Ouest est souvent frappée par des inondations qui portent atteinte aux moyens de subsistance et à la santé économique de la région et qui nuisent aux progrès de développement. Sous l'effet du changement climatique, des catastrophes hydrométéorologiques risquent de se produire plus fréquemment, tout en ayant des impacts plus graves. Le renforcement des capacités régionales de gestion des inondations est donc essentiel pour aider les États membres de la CEDEAO à se préparer aux aléas liés aux inondations. Ces dernières années, et avec l'appui du programme du Résultat 2, la CEDEAO et d'autres organisations régionales et continentales ont travaillé à développer des réponses régionales afin de mieux gérer les risques météorologiques et climatologiques dans la région, en particulier ceux liés aux inondations.

Au cours de l'exercice 2019-2020, ce travail s'est concrétisé par l'élaboration d'une **stratégie de gestion des inondations pour l'Afrique de l'Ouest** sous la direction de la CEDEAO. Une fois finalisée, cette stratégie deviendra un document directif pour guider les États membres dans la réduction de l'impact des inondations et la coordination d'initiatives régionales et d'interventions efficaces en cas d'inondations dans la région. Plusieurs jalons clés ont façonné cet ordre du jour tout au long de l'exercice 2020, avec l'appui du programme du Résultat 2 et sous la direction stratégique du Secrétariat de la CEDEAO.

En octobre 2019, un groupe de travail composé de 20 experts et parties prenantes issus des États membres de la CEDEAO, de l'OMM et des partenaires au développement s'est réuni à Conakry, en Guinée, pour travailler à un premier projet de stratégie de gestion des inondations et à ses principaux aspects techniques. Ce groupe de travail a été suivi de la **13^e réunion régionale des directeurs des services hydrologiques et météorologiques nationaux** en octobre 2019 à Monrovia, au Liberia, qui a été une occasion supplémentaire pour 50 participants, dont 5 femmes, d'examiner des questions d'importance régionale propices à une coordination plus étroite des services hydrométéorologiques, en mettant l'accent sur la gestion de la qualité et l'échange de données en Afrique de l'Ouest. Ces consultations approfondies ont abouti à la présentation d'un **premier projet de stratégie régionale de gestion des inondations pour l'Afrique de l'Ouest** en février 2020, rassemblant 50 participants à Dakar, au Sénégal. Celles-ci devraient être suivies de consultations supplémentaires en vue de finaliser la stratégie de gestion des inondations et de la faire valider par les États membres de la CEDEAO.

L'élaboration par la CEDEAO de la première stratégie régionale de gestion des inondations permettra de répondre au besoin urgent de renforcer les services de gestion météorologique, de l'eau, du climat et des catastrophes en Afrique de l'Ouest. Ces consultations et échanges régionaux ont également donné une impulsion à la modernisation et au renforcement des capacités de ces services dans la région.



Inondations à Lomé, Togo, Afrique de l'Ouest
Source : iStock.com

Le programme au sein de l'IGAD



L'Autorité intergouvernementale pour le développement (l'IGAD) rassemble huit États membres de l'Afrique de l'Est, couvrant au total une population d'environ 230 millions d'habitants, à savoir : Djibouti, l'Érythrée, l'Éthiopie, le Kenya, l'Ouganda, la Somalie, le Soudan et le Soudan du Sud. Son mandat est de diriger le dialogue politique général sur la sécurité alimentaire, la protection de l'environnement, la paix et les affaires humanitaires dans ces pays.

Près de 70 % de la région de l'IGAD est constituée de zones arides et semi-arides, qui reçoivent moins de 600 mm de pluie par an, ce qui a pour effet de rendre l'agriculture (la principale activité économique) et la sécurité alimentaire vulnérables aux impacts du changement climatique. En 2011, la région a été frappée par la pire sécheresse depuis 60 ans, preuve des effets dévastateurs du changement climatique. En 2019-2020, la pire infestation de criquets pèlerins depuis des décennies a ravagé la région, détruisant la végétation et les cultures et menaçant la sécurité alimentaire dans une région où 24 millions de personnes se trouvent déjà en situation d'insécurité alimentaire.

L'unité de GRC de l'IGAD est hébergée au Centre de prévision et d'applications climatologiques de l'IGAD (*IGAD Climate Prediction and Applications Centre, ICPAC*), à Nairobi au Kenya. En 2016, l'IGAD a présenté son nouveau Cadre stratégique régional et son Plan de mise en œuvre pour 2016-2020, qui inscrit la résilience au cœur de l'approche de GRC. Ce plan stipule que l'IGAD favorisera la collecte de données sur le climat et la mise à disposition d'informations d'alerte précoce, ainsi que l'intégration d'informations climatologiques dans des secteurs clés. Depuis 2020, l'IGAD intègre également les considérations de genre dans sa planification de la GRC et dans l'adoption de sa stratégie et de son plan d'action. Sous la direction du Secrétariat de l'IGAD, et en étroite collaboration avec la Banque mondiale, l'IGAD a entrepris la formulation d'une stratégie et d'un plan d'action axé sur le genre dans la gestion des risques de catastrophes et climatologiques (2020-2030). Il s'est agi pour cela de procéder à l'examen détaillé des politiques, des plans et des lignes directrices en matière de genre qui existent au sein du Secrétariat de l'IGAD et de ses États membres. La Stratégie régionale et le Plan d'action de l'IGAD pour l'intégration du genre dans la gestion des risques de catastrophes et l'adaptation au changement climatique ont été validés le 14 mai 2020.

Trois composantes sont mises en œuvre au sein de l'IGAD au titre du programme du Résultat 2, qui apportent les contributions suivantes :

- 1 Renforcement des capacités de l'IGAD à diriger le programme de GRC et d'ACC de la région, et de celles de ses États membres à mettre en œuvre des interventions de GRC et d'ACC en vue d'améliorer la résilience aux aléas naturels ;
- 2 Renforcement des capacités de coordination de GRC et d'ACC dans la région de l'IGAD ;
- 3 Renforcement de l'unité GRC de l'IGAD.

Activités au sein de l'IGAD - Exercice 2020

Composante 1 : Renforcement des capacités de l'IGAD à diriger le programme de GRC et d'ACC de la région, et de celles de ses États membres à mettre en œuvre des interventions de GRC et d'ACC en vue d'améliorer la résilience aux aléas naturels

Le genre a été un thème central pour l'IGAD au cours de l'exercice 2020, qui a coordonné et finalisé la **stratégie régionale et le plan d'action pour l'intégration du genre dans la gestion des risques de catastrophes et l'adaptation au changement climatique pour la période 2020-2030**. Cette activité est décrite plus en détail à la section « Pleins phares » à la page 28.

L'IGAD a également fourni des orientations stratégiques pour renforcer les capacités de la région en matière de GRC et d'ACC en organisant trois **Forums sur les perspectives climatiques de la Corne de l'Afrique** (*Greater Horn of Africa Climate Outlook Forums - GHACOF*) qui se sont succédé tout au long de l'exercice 2020. Le Comité consultatif technique sur la GRC de l'IGAD s'est réuni à la suite de chaque Forum pour se tenir au courant de la mise en œuvre des activités de GRC dans la région et pour coordonner la planification des activités. Les membres du Comité consultatif technique sur la GRC comprennent des représentants des États membres de l'IGAD, de l'Union africaine, de l'Organisation météorologique mondiale (OMM), de l'ICPAC, de la Fédération internationale de la Croix-Rouge et de la Banque mondiale.

- La **53^e édition du Forum GHACOF** a eu lieu les 26-28 août 2019 à Dar-es-Salaam, en Tanzanie, auquel ont assisté 254 participants. Organisé sous le thème « *Alerte précoce pour une action précoce à l'appui de la résilience climatique* », cet événement a compris une présentation sur les prévisions climatiques saisonnières pour la période d'octobre à décembre 2019 et leurs implications pour des secteurs tels que l'agriculture, la sécurité alimentaire et les ressources en eau. La réunion du Comité consultatif technique sur la GRC qui a suivi ce Forum a fait le point avec les membres du comité sur la mise en œuvre des systèmes d'alerte précoce.



Réunion du Comité consultatif technique sur la GRC de l'IGAD à Dar es-Salaam en août 2019.
Source : Banque mondiale

- La **54^e édition** du Forum GHACOF qui s'est tenue du 27 au 29 janvier 2020 à Mombasa, au Kenya, a réuni des scientifiques, des décideurs, des parlementaires, des dirigeants locaux et des utilisateurs d'informations climatologiques. Se déroulant sous le thème « *Atténuer les risques climatiques pour la résilience* », le Forum a présenté les perspectives climatiques saisonnières pour la période de mars à mai 2020. À la suite du forum, le Comité consultatif technique sur la GRC a fait le point sur la stratégie régionale et le plan d'action pour l'intégration des considérations du genre dans la GRC, ainsi que sur la stratégie régionale de gestion des risques d'inondations. Plusieurs formations ont été organisées en marge du forum, sur des sujets tels que les PDNA et l'utilisation des SIG.



Participants à la 54e édition du Forum GHACOF à Mombasa, au Kenya, en janvier 2020.
Source : IGAD

- En raison de la pandémie mondiale de COVID-19, la **55^e édition** du Forum GHACOF s'est déroulée en distanciel le 18 mai 2020 et a réuni 140 participants connectés sur Internet. Cette édition a été organisée sous le thème « *Services climatologiques pour une action précoce* » et a présenté les prévisions saisonnières pour la période de juin à septembre 2020. Le forum a également abordé des sujets tels que l'impact de l'infestation de criquets pèlerins qui sévit dans la région depuis le début de 2020 et les mesures d'atténuation prises par l'IGAD.

Composante 2 : Renforcement des capacités de coordination de GRC et d'ACC dans la région de l'IGAD

L'un des mandats fondamentaux de l'IGAD est de renforcer la capacité de coordination de ses États membres et de faire progresser l'agenda régional de la GRC. Au cours de l'exercice 2020, des progrès ont été réalisés dans ce domaine grâce aux activités de renforcement des capacités et d'échanges de connaissances destinés à accroître la coordination autour de sujets spécifiques liés à la GRC et à l'ACC, qu'il s'agisse de GRC à base communautaire, d'informations sur les risques ou d'évaluation des aléas. Ces ateliers régionaux visaient à mieux aider les États membres de l'IGAD à prendre des décisions éclairées sur le renforcement de la résilience aux catastrophes et à soutenir plus efficacement les programmes régionaux et sous-régionaux sur la GRC.

- Une formation régionale sur **la GRC et l'ACC au niveau communautaire** a été organisée à Mombasa, au Kenya, du 15 au 19 juillet 2019. 39 participants, dont 11 femmes, étaient présents au total, parmi eux des experts techniques en GRC et en ACC des États membres, ainsi que des représentants de l'ICPAC. Les participants ont assisté à des présentations sur les approches techniques des programmes de GRC et d'ACC au niveau communautaire dans les pays membres et ont participé à l'élaboration d'un manuel de formation générique sur la GRC et l'ACC au niveau communautaire.
- Une **formation sur l'évaluation des aléas** à l'aide de la technologie SIG et d'observation de la Terre a été organisée à Naivasha, au Kenya, du 22 au 26 juillet 2019. Suivie par 21 participants, dont 6 femmes, cette formation a porté sur le renforcement des capacités du personnel national en matière d'observation de la Terre, l'utilisation de moyens de télédétection et des étapes et méthodes d'évaluation des aléas conformes aux pratiques mondiales et régionales. Cette formation a été l'occasion pour les experts techniques de discuter des méthodes et des outils existants au niveau national pour l'évaluation des aléas.
- Une formation de formateurs sur **la méthodologie de l'évaluation post-catastrophe et le cadre de relèvement (PDNA et DRF)** a eu lieu à Mombasa, au Kenya, du 2 au 7 septembre 2019. Elle a été organisée en collaboration avec le PNUD, l'UE et la GFDRR. Cette formation a rassemblé 31 participants, dont 7 femmes, du Centre national des opérations en cas de catastrophes du Kenya, des représentants techniques des ministères sectoriels impliqués dans la réalisation de PDNA et la planification du relèvement, et des fonctionnaires d'administrations locales. L'objectif de cette formation était de constituer un groupe régional de spécialistes et de professionnels du relèvement et un groupe de formateurs agréés capables de dispenser des formations et des services de coaching portant sur le PDNA et le DRF à l'échelle nationale et régionale.



Formation régionale sur la GRC et l'ACC à base communautaire à Mombasa, au Kenya, en juillet 2019.
Source : Banque mondiale



Formation à l'évaluation des aléas à Naivasha, au Kenya, en juillet 2019.
Source : Banque mondiale

- L'IGAD a également organisé un atelier sur **l'accélération de la collecte des données sur les catastrophes, leur gestion et le suivi de la GRC**, du 2 au 5 mars 2020, à Nairobi, au Kenya, attirant 30 participants, dont cinq femmes. Cet atelier a aussi été l'occasion pour des points focaux du cadre de Sendai et des représentants des bureaux statistiques de l'IGAD et d'autres secteurs de travailler avec des données sur les catastrophes, notamment dans les domaines de l'agriculture, des infrastructures, de l'éducation et de la santé. Ce fut aussi l'occasion de discuter de l'élaboration rapide de rapports et favoriser des échanges d'apprentissage entre pairs afin d'accélérer la collecte des données sur les catastrophes, leur gestion et le suivi de la GRC. La mise en œuvre d'**activités agricoles intelligentes face au climat** dans les États membres de l'IGAD s'est poursuivie au cours de l'exercice 2020, par le biais de l'initiative Agriculture intelligente face au climat. Son objectif est de renforcer la résilience des communautés face aux chocs et aux bouleversements liés à l'environnement et au changement climatique, par la promotion de l'intégration de pratiques agricoles intelligentes face au climat. Il s'agit par exemple de pratiques de gestion des sols et des éléments nutritifs, d'écosystèmes résilients et d'efficacité d'utilisation de l'eau et de productivité dans des zones arides et semi-arides. Une initiative pilote en milieu aride et semi-aride dans le nord-est du Kenya a été lancée au cours de l'exercice 2019-2020 ; pendant la période de mise en œuvre, 203 agriculteurs, dont 118 femmes, ont été formés à la dynamique de groupe et aux coopératives.

Des visites de découverte de pratiques agricoles intelligentes face au climat ont été organisées pour des agriculteurs des États membres de l'IGAD. Cinq visites d'échange ont été effectuées pour permettre aux agriculteurs d'apprendre les uns des autres dans une démarche de partage d'expériences et de connaissances. En outre, une visite d'échange sur le terrain pour les autorités en charge de l'agriculture et de la GRC des États membres de l'IGAD a eu lieu en décembre 2019. Son principal objectif était de permettre des échanges d'apprentissage mutuel entre experts et agriculteurs au sein de la communauté agropastorale d'une région semi-aride du Kenya à l'aide d'exemples pratiques d'intégration réussie de pratiques agricoles intelligentes face au climat. Le deuxième objectif était de tirer les grands enseignements découlant de la mise en œuvre d'activités agricoles intelligentes face au climat dans des zones arides et semi-arides et de comprendre les difficultés rencontrées lors de la mise en œuvre d'une initiative similaire dans leurs États membres. Cette visite a rassemblé 19 participants d'États membres de l'IGAD. Des visites périodiques sur le terrain ont été effectuées par le Secrétariat de l'IGAD pour surveiller le déroulement des activités et recueillir des informations de première main auprès des bénéficiaires de l'initiative. Par ailleurs, du 14 au 16 août 2019, une équipe de l'IGAD dirigée par le coordinateur GRC s'est rendue dans le centre de réfugiés de Dadaab au Kenya pour évaluer la faisabilité d'activités intelligentes face au climat dans le contexte de l'aide humanitaire.

Le Secrétariat de l'IGAD a également continué d'appuyer ses États membres pour **mener des activités de gestion des risques d'inondations**. À la suite de consultations nationales et de rapports de pays sur le niveau des risques d'inondations parmi ses États membres, l'IGAD a progressé dans l'élaboration d'un cadre régional sur la gestion des risques d'inondations. La *stratégie régionale de gestion des risques d'inondations* est actuellement en cours de validation. Alignée sur le cadre de Sendai, celle-ci identifie quatre grandes priorités et les interventions correspondantes requises pour relever les défis posés par les risques d'inondations dans la région. Le résultat attendu de cette stratégie est destiné à guider et à éclairer les interventions régionales de gestion des risques d'inondations dans la région de l'IGAD.

Pleins phares : Stratégie et plan d'action du genre pour la prévention des risques de catastrophes en Afrique de l'Est

Les femmes et les filles sont particulièrement vulnérables aux catastrophes et à leurs conséquences, en raison des restrictions culturelles et comportementales en vigueur ainsi que des rôles et des responsabilités qui leur incombent. Dans une démarche d'inclusion, il est essentiel de reconnaître les différences de besoins et de capacités des femmes et des filles dans des situations d'urgence et de tenir compte des considérations du genre dans la conception et la mise en œuvre d'une approche globale de la GRC. Par exemple, dans le secteur agricole, la vulnérabilité est particulièrement aiguë parmi les femmes et les filles qui dépendent de manière disproportionnée de moyens de subsistance agricoles à petite échelle tributaires de conditions climatiques favorables, de sorte qu'elles sont extrêmement vulnérables aux chocs de catastrophes, telles que des inondations ou des sécheresses. Ce constat est particulièrement vrai en Afrique subsaharienne, où les femmes représentent une forte proportion de la main-d'œuvre agricole.

Sous la direction du Secrétariat de l'IGAD, et en étroite collaboration avec la Banque mondiale, l'IGAD a finalisé sa *stratégie régionale et son plan d'action pour l'intégration du genre dans la gestion des risques de catastrophes et l'adaptation au changement climatique* pour la période 2020-2030. Cette stratégie a été validée le 14 mai 2020, au cours d'un atelier en distanciel auquel ont participé les points focaux GRC et genre des États membres de l'IGAD, des ONG et d'autres partenaires techniques. L'IGAD et ses États membres ont discuté des modalités de mise en œuvre de la stratégie sur le genre et des meilleurs moyens de faire en sorte que les participants ne perdent pas de vue l'importance d'un secteur de GRC sensible au genre dans les années à venir. La validation de la stratégie a fait suite à de vastes consultations entre les États membres de l'IGAD sur l'état de l'intégration du genre au niveau national. Parmi les principaux sujets abordés figuraient le choix de politiques pertinentes relatives à la GRC et au genre dans la région, l'opérationnalisation de la stratégie et l'accord sur l'élaboration d'une étude des complémentarités potentielles avec d'autres politiques pertinentes dans la région.

Le processus d'élaboration et d'adoption de cette stratégie régionale a donné lieu à des consultations approfondies qui ont fait ressortir plusieurs priorités stratégiques sur le genre à traiter à titre manifeste. Il s'agit notamment de la collecte de données ventilées par sexe, de la participation des femmes à la gouvernance et à la prise de décisions et de la cartographie des risques sensible au genre. La stratégie guidera tous les États membres de l'IGAD dans leurs interventions, en préconisant les principes de l'égalité des sexes.

La stratégie genre de l'IGAD est disponible en anglais à <https://bit.ly/332jGLZ> et en français à <https://bit.ly/3f9zBud>.

« L'IGAD, et en particulier le Centre de prévision et d'applications climatologiques (ICPAC) de l'IGAD, entend promouvoir l'égalité des sexes et l'intégration de l'autonomisation des femmes à tous les égards. En tant qu'organisation régionale, l'IGAD encourage et promeut activement l'inclusion et la diversité du genre dans tous les États membres de l'IGAD. Dans le cadre du programme de résilience aux catastrophes financé par les pays ACP-UE, l'ICPAC a mandaté l'élaboration de la stratégie et du plan d'action de l'IGAD pour l'intégration des considérations du genre dans la GRC, en mettant spécifiquement l'accent sur l'intégration et l'autonomisation des femmes aux niveaux sous-régional, national et infranational dans la région de l'IGAD. Nous sommes fiers de diffuser largement la stratégie et le plan d'action de l'IGAD pour l'intégration des considérations du genre dans la GRC, en vue de son adoption par toutes les parties prenantes. »

M. Guleid Aartan, Directeur du Centre de prévision et d'applications climatologiques (ICPAC) de l'IGAD, Nairobi



Marché à Jimma, Éthiopie
Source : iStock.com

Le programme au sein de la SADC



La Communauté de développement d'Afrique australe (*Southern African Development Community - SADC*) rassemble 16 États membres de l'Afrique australe, d'une population totale de plus de 345 millions d'habitants, à savoir : l'Afrique du Sud, l'Angola, le Botswana, les Comores, Eswatini, le Lesotho, Madagascar, le Malawi, Maurice, le Mozambique, la Namibie, la République démocratique du Congo, les Seychelles, le Tanzanie, la Zambie et le Zimbabwe. L'objectif de la SADC est de réduire la pauvreté et de favoriser le développement socio-économique, la paix et la sécurité au moyen d'actions de coopération et d'intégration régionale.

La SADC a beaucoup progressé dans la réalisation des objectifs de développement. Pour autant, il subsiste des différences d'un pays à l'autre et les progrès de développement sont menacés par les risques croissants de catastrophes naturelles. Depuis 2000, la fréquence, l'ampleur et l'impact de la sécheresse et des inondations ne cessent d'augmenter, et le changement climatique pose des problèmes supplémentaires pour des États insulaires tels que les Seychelles. En 2019, les cyclones tropicaux Idai et Kenneth se sont successivement abattus sur plusieurs États membres de la SADC, dont le Mozambique, le Malawi et le Zimbabwe, provoquant des inondations et des destructions généralisées et dont l'effet a été dévastateur tant en milieu urbain que dans les zones rurales. Ces catastrophes ont rappelé toute l'importance de renforcer les efforts régionaux pour améliorer la coordination et le travail en réseau entre les institutions régionales et techniques d'Afrique australe.

La SADC a relevé les grands points d'achoppement pour la GRC dans la région, notamment le sous-financement et le manque de coordination des cadres institutionnels pour la GRC aux différents échelons de l'administration, l'absence d'évaluations et d'analyses des risques complètes et mises à jour de manière continue et la faiblesse des systèmes de gestion de l'information et des connaissances. En novembre 2016, les ministres de la SADC chargés de la GRC ont adopté la Stratégie régionale de préparation et d'intervention en cas de catastrophes, qui s'appuie sur le programme de GRC approuvé en 2008 par le sommet des chefs d'État et de gouvernement de la SADC et en 2009 par le Conseil de la SADC. Devenue opérationnelle en novembre 2009, l'unité de GRC de la SADC se charge de la coordination des programmes régionaux de préparation et d'intervention en matière d'aléas et de catastrophes transfrontaliers, en travaillant en étroite collaboration avec le Centre de services climatologiques de la SADC. L'unité d'exécution du projet de l'unité GRC de la SADC est composée comme suit : (i) un adjoint au secrétaire exécutif à la tête de l'unité, (ii) un responsable principal du programme, (iii) un agent de liaison et (iv) un expert en gestion financière.

Sous la direction du Secrétariat de la SADC, et en étroite collaboration avec la Banque mondiale, la SADC a entrepris la formulation d'une stratégie et d'un plan d'action de prévention des risques de catastrophes sensible au genre (2020-2030). La Stratégie et le Plan d'action Genre (2020-30) de la SADC pour l'intégration de la dimension du genre dans la gestion des risques de catastrophes et l'adaptation au changement climatique ont été formulés et validés en février 2020.

Cinq composantes sont mises en œuvre au sein de la SADC au titre du programme du Résultat 2, qui apportent les contributions suivantes :

- 1 Renforcement des mécanismes institutionnels et de coordination de la préparation et des interventions en cas de catastrophe dans la région ;
- 2 Opérationnalisation des systèmes nationaux et régionaux d'information et de connaissance sur la GRC ;
- 3 Renforcement du programme régional de plaidoyer sur les politiques et le renforcement des capacités de GRC ;
- 4 Renforcement de l'intégration de la GRC dans les plans et les stratégies de développement ; et
- 5 Renforcement des capacités de mise en œuvre et de coordination au Secrétariat de la SADC.

Activités au sein de la SADC, Exercice 2020

Composante 1 : Renforcement des mécanismes institutionnels et de coordination de la préparation et des interventions en cas de catastrophe dans la région

Plusieurs réunions et ateliers de renforcement des capacités ont eu lieu au cours de l'exercice 2019-2020 pour améliorer **la préparation et les interventions de la SADC en cas de catastrophe** et pour mieux soutenir ses États membres à renforcer leurs mécanismes institutionnels et de coordination dans le domaine de la GRC.

- Une **formation des formateurs sur la méthodologie de l'évaluation post-catastrophe et le cadre de relèvement (PDNA et DRF)** s'est déroulée du 23 au 27 septembre 2019 à Pretoria, en Afrique du Sud. Cette formation a été organisée sous l'impulsion de la SADC, en collaboration avec l'UE, le PNUD et la Banque mondiale/GFDRR. Elle a été prodiguée à 32 participants, dont 16 femmes, représentant les États membres et le Secrétariat de la SADC, dans le but de démontrer aux participants les modalités d'application d'une approche et d'une méthodologie standardisées pour réaliser un PDNA et celles de formulation de stratégies de relèvement adaptées.



Participants à la formation de formateurs PDNA/DRF à Pretoria, en Afrique du Sud, en septembre 2019.
Source : GFDRR

- Un **atelier de la SADC sur la planification des mesures de préparation, d'intervention et d'alerte précoce en cas de catastrophe** s'est tenu du 12 au 14 novembre 2019 à Maputo, au Mozambique, préalablement à la saison maigre et à celle des inondations et des cyclones de 2019-2020. Une série de présentations et de discussions interactives a permis de promouvoir le partage de connaissances, d'informations et d'expériences. Les participants des États membres ont échangé sur les outils, les actions et les mesures stratégiques axées sur des impacts qu'ils ont employés pour en tirer les leçons lors de l'élaboration de scénarios d'urgence et de plans pour faire face à des sécheresses, des inondations et des épidémies affectant les cultures, le bétail et les populations. Les participants ont également pu discuter des activités de coordination et de suivi des évolutions saisonnières aux niveaux régional et national et examiner les plans d'urgence multisectoriels et multi-aléas.

Composante 2 : Opérationnalisation des systèmes nationaux et régionaux d'information et de connaissance sur la GRC

La SADC a poursuivi ses efforts visant à soutenir **la planification de la résilience urbaine** et à fournir des conseils stratégiques à des villes de la région de l'Afrique australe. Cette activité est décrite plus en détail à la section « Pleins phares » à la page 34.

En outre, le Secrétariat de la SADC et le Centre de services climatologiques de la SADC sont en train d'élaborer une **étude régionale sur la situation et les besoins d'investissement des services nationaux en matière d'hydrométéorologie et d'alerte précoce**. Parmi les autres contributeurs à l'étude figurent l'OMM, les services hydrométéorologiques nationaux des différents États membres de la SADC et des organisations régionales de bassins fluviaux. L'étude se concentrera sur l'évaluation des services climatologiques et météorologiques en Afrique australe. Elle fournira un plan d'investissement pour renforcer les services d'alerte précoce et les services hydrométéorologiques et des orientations spécifiques pour l'engagement du secteur privé et le travail en réseau avec le milieu universitaire.

Composante 3 : Renforcement du programme régional de plaidoyer sur les politiques et le renforcement des capacités de GRC

Au cours de l'exercice 2020, à l'issue de consultations inclusives avec les gouvernements de tous les États membres, la SADC a finalisé et validé son **Plan stratégique et son plan d'action sensibles au genre de prévention des risques de catastrophes 2020-2030**.¹⁵ La stratégie relève plusieurs priorités pour améliorer l'inclusion des femmes dans le cycle de la GRC, notamment : (i) la collecte de données sensibles au genre pour améliorer la compréhension des risques de catastrophes, (ii) l'autonomisation des femmes à participer pleinement aux modalités institutionnelles et à la formulation des politiques publiques, (iii) l'adoption d'actions ciblées de promotion de l'égalité des sexes et (iv) la promotion des femmes dans le processus de préparation aux catastrophes pour des interventions efficaces.

La SADC a également organisé plusieurs événements clés pour fournir à ses États membres des activités de plaidoyer et des orientations stratégiques régionales sur le développement des capacités en matière de GRC.

- Du 28 au 30 août 2019, le Secrétariat de la SADC, par l'intermédiaire de son Centre de services climatologiques, a organisé le **23^e Forum régional sur les perspectives climatiques de l'Afrique australe** (*Southern African Regional Climate Outlook Forum - SARCOF-23*) à Luanda, en Angola, sous le thème : « *Comprendre le système terrestre pour renforcer la résilience contre les phénomènes météorologiques et climatiques extrêmes récurrents dans la région de la SADC* ». ¹⁶ Le Forum SARCOF-23 a publié un bulletin consultatif d'alerte précoce pour la saison des pluies de 2019-2020 dans la région de l'Afrique australe et a discuté des mesures de préparation à prendre dans l'ensemble de l'Afrique australe sur la base de ces prévisions. Il a réuni 15 participants d'États membres et du secrétariat de la SADC, dont 5 femmes. Le Forum SARCOF-23 a été l'occasion de s'assurer que tous les États membres de la SADC étaient prêts à affronter le climat et avaient adopté une démarche intelligente vis-à-vis du climat, par l'élaboration et la diffusion des perspectives régionales de précipitations pour la saison 2019-2020. Entrant dans le cadre d'un processus en deux temps, le Forum SARCOF-23 faisait suite à la réunion d'experts sur le climat qui s'était tenue du 19 au 27 août 2019, également à Luanda. Ces réunions ont fourni des informations climatologiques vitales pour des secteurs socio-économiques tels que l'agriculture, la santé, les infrastructures de l'eau, les transports et l'énergie, tous essentiels pour réaliser les objectifs et investissements stratégiques d'industrialisation de la SADC. Sur la base de ces prévisions climatologiques et météorologiques, le Secrétariat de la SADC a organisé **l'atelier de préparation, d'intervention et de planification des actions précoces en cas de catastrophe avant la saison 2019/2020** à Maputo, au Mozambique, du 12 au 14 novembre 2019.
- Du 20 au 24 janvier 2020, la SADC a tenu une **réunion consultative régionale** à Johannesburg, en Afrique du Sud, réunissant des délégués de ses États membres et du Comité permanent inter-organisations régional des Nations Unies (RIASCO). Y ont participé 81 participants, dont 34 femmes, représentant les 16 États membres de la SADC, le Secrétariat de la SADC, la Banque mondiale, des partenaires internationaux et des cabinets de consultants. L'événement a été l'occasion de discuter de la mise en place institutionnelle et opérationnelle du centre des opérations humanitaires de la SADC et du fonds pour les catastrophes de la SADC, ainsi que des travaux analytiques sur la gestion de l'information et l'intégration du genre dans le cadre de la GRC.
- Du 29 au 31 janvier 2020, la SADC a tenu une **réunion d'experts pluridisciplinaire** à Johannesburg, en Afrique du Sud, dans le but d'élaborer un plan d'urgence pour la force de réserve de la SADC et des procédures opérationnelles normalisées pour les interventions de la force de réserve de la SADC dans des opérations humanitaires. Ceux-ci permettront à la région d'organiser des interventions efficaces et coordonnées pour faire face à des catastrophes. La réunion a été organisée en réponse à une décision du Conseil des ministres de la SADC de 2019, demandant au Secrétariat de la SADC de déclencher les ressources, la main-d'œuvre et le matériel promis de la force de réserve de la SADC en vue d'un déploiement d'aide humanitaire. L'événement a réuni 43 participants de la région, dont 8 femmes.

¹⁵ La stratégie genre de la SADC est disponible (en anglais) à <https://bit.ly/30uPFmO>.

¹⁶ De plus amples informations sur le Forum SARCOF-23 sont disponibles (en anglais) à <https://bit.ly/32cHxHU>.

- Le **Comité des Ministres de la SADC** responsables de la GRC s'est réuni le 21 février 2020 à Zanzibar, en Tanzanie, représentant 13 États membres de la SADC. ¹⁷Cette réunion a été l'occasion pour les ministres de discuter de l'impact de catastrophes récurrentes dans la région (dont les cyclones Idai, Kenneth, Belna et Diane) qui ont provoqué des pertes humaines et la destruction de biens et d'infrastructures, ainsi que des effets des sécheresses et de pandémies comme l'épidémie d'Ebola. Les ministres ont approuvé l'examen des stratégies régionales, y compris le projet du cadre stratégique régional de résilience pour 2020-2030, le Programme d'action de l'Union africaine sur la mise en œuvre du Cadre de Sendai, et la Stratégie et le fonds de préparation et d'intervention en cas de catastrophe de la SADC pour 2016-2030.



Photo officielle de la Conférence de la SADC des ministres responsables de la GRC à Zanzibar, Tanzanie, en février 2020.
Source : SADC

- Une réunion du comité de pilotage du projet de renforcement des capacités de prévention des risques de catastrophes, de coordination et de conseils politiques a été organisée par la SADC en distanciel le 3 juin 2020, avec des représentants du Secrétariat de la SADC, de la Banque mondiale et d'une délégation de l'UE. Au cours de cette réunion, les participants ont (i) encouragé le Secrétariat de la SADC à poursuivre ses efforts de suivi des cabinets de consultants comme moteur de réussite de l'exécution du projet ; (ii) convenu des détails de la prochaine conférence en distanciel sur la GRC de la SADC ; et (iii) convenu des détails de la prochaine réunion en distanciel du comité de pilotage.

Composante 4 : Renforcement de l'intégration de la GRC dans les plans et les stratégies de développement

Dans le cadre des efforts de coopération accrus entre les établissements universitaires de la région, l'Université Stellenbosch met en place la création d'un réseau régional de recherche appliquée et de renforcement des capacités en matière de GRC en Afrique australe. Elle a présenté un rapport initial pour cet engagement, décrivant les activités en cours qui comprennent (i) l'évaluation d'établissements universitaires concernés et de l'existence de programmes de formation pédagogique et professionnelle dans un large éventail de secteurs liés à la GRC ; (ii) la détermination de pistes potentielles de collaboration renforcée et l'identification des réseaux existants ; (iii) l'identification de modèles de financement et d'organisation pour soutenir un réseau universitaire consacré à la GRC en Afrique australe ; et (iv) la mise en évidence de politiques pertinentes de la SADC et de l'Union africaine.

¹⁷ De plus amples informations sur cet événement sont disponibles (en anglais) à <https://bit.ly/3aNr5zj>.

Pleins phares : Renforcement de la planification de la résilience urbaine en Afrique australe

L'Afrique subsaharienne peut être considérée comme la région au rythme d'urbanisation le plus rapide au monde. La population des zones urbaines compte désormais 472 millions d'habitants et elle doublera au cours des 25 prochaines années. La part mondiale des résidents urbains africains devrait passer de 11,3 % en 2010 à 20,2 % d'ici à 2050.

Dans ce contexte, la SADC s'attache à intensifier les efforts régionaux visant à renforcer la résilience urbaine, avec l'appui du programme du Résultat 2. En 2019, un partenariat a été créé entre la SADC, le Programme des Nations Unies pour les établissements humains (ONU-HABITAT) et le Centre technique sous-régional de Gestion des risques de catastrophes, de développement durable et de résilience urbaine (DiMSUR)*, dans le but de faciliter le renforcement des capacités des États membres de la SADC dans les secteurs de la vulnérabilité et de la résilience urbaines. Il vise également à aider le Secrétariat de la SADC à définir des politiques et des orientations de collaboration avec les villes et les administrations locales en vue de renforcer la résilience urbaine en Afrique australe.

L'annonce de ce partenariat au cours de l'exercice 2020 s'est accompagnée de plusieurs activités qui ont amélioré la **planification de la résilience urbaine** et fourni des conseils politiques aux villes de la région de l'Afrique australe. Dans le cadre de ses travaux d'analyse sur la résilience urbaine en Afrique australe, ONU-HABITAT a présenté un rapport d'évaluation régionale sur la vulnérabilité et la résilience urbaines dans la région de la SADC. L'agence onusienne a également présenté un rapport sur une formation d'introduction à la méthodologie de planification de mesures de résilience urbaine (CityRAP) qui s'inscrit dans le cadre d'une série de formations sur la planification de la résilience urbaine en Afrique australe.**

La SADC, ONU-HABITAT et DiMSUR ont également organisé une réunion d'échange universitaire et de formation sur la méthodologie CityRAP pour la planification de la résilience urbaine, qui s'est tenue en Afrique du Sud du 21 au 27 février 2020, avec le soutien du programme du Résultat 2. Y ont assisté 39 experts, dont 14 femmes, de neuf universités d'Afrique du Sud, du Botswana, des Comores, de Madagascar, du Malawi, du Mozambique et de la Tanzanie, ainsi que des représentants d'administrations municipales et provinciales d'Afrique du Sud et du Zimbabwe. Cet événement faisait partie d'une série de formations sur la planification et l'analyse de la résilience urbaine en Afrique australe, mises en œuvre avec le soutien d'ONU-HABITAT.

S'agissant de l'une des transformations les plus importantes que connaîtront les pays africains au cours du siècle présent, l'urbanisation est envisagée comme une problématique complexe qui recoupe d'autres questions de politique de développement, telles que le changement climatique et les migrations. Comme l'ont démontré les récents efforts du Secrétariat de la SADC, une collaboration holistique entre les acteurs est un bon début pour réduire l'exposition aux risques associés à une urbanisation non maîtrisée.



Formation à la planification de mesures de résilience urbaine en Afrique du Sud en février 2020.

Source : SADC

* Pour plus d'informations sur DiMSUR, veuillez consulter: <http://dmsur.org/DiMSUR> a été appuyé par le programme ACP-UE NDRR entre 2013-2015. Pour des informations supplémentaires veuillez consulter: <https://bit.ly/2Li8ZhS>

** Le rapport est accessible au lien suivant : <https://bit.ly/3cz7uHl>

Annexe 1 : Communications et supports de visibilité



Programme du Résultat 2 - Rapport d'activité 2018-2019

Ce rapport résume les activités et les accomplissements réalisés pour la période 2018-2019 au titre du Résultat 2 du Programme *Renforcer les capacités de résilience face aux catastrophes en Afrique subsaharienne*.

Le rapport est disponible en anglais à <https://bit.ly/2Am9BgS> et en français à <https://bit.ly/37k6rq8>.

Programme du Résultat 2 - Stratégies et plans d'action de GRC sensibles au genre pour la prévention des risques de catastrophes

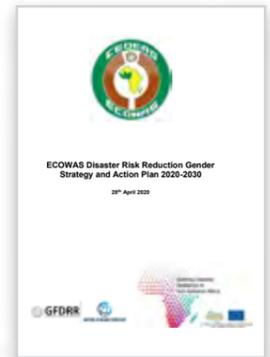
La CEEAC, la CEDEAO, la SADC et l'IGAD ont finalisé et publié leurs stratégies et plans d'action régionaux respectifs sur la GRC sensible au genre,

La stratégie genre de la **CEEAC** est disponible en anglais à <https://bit.ly/37iVuF3> et en français à <https://bit.ly/3czTDhV>.

La stratégie genre de la **CEDEAO** est disponible en anglais à <https://bit.ly/2BTyvF2> et en français à <https://bit.ly/3hcYgQM>.

La stratégie genre de l'**IGAD** est disponible en anglais à <https://bit.ly/332jGLZ> et en français à <https://bit.ly/3f9zBud>.

La stratégie genre de la **SADC** est disponible (en anglais) à <https://bit.ly/30uPFmO>.



CEEAC – Article sur la 8e plateforme d'Afrique centrale et la 4e Conférence ministérielle d'Afrique centrale sur la GRC

Un article a été publié présentant la 8e plateforme d'Afrique centrale et la 4e Conférence ministérielle d'Afrique centrale sur la GRC, qui s'est tenue du 30 septembre au 4 octobre 2019 à Kinshasa, en République démocratique du Congo, dans le cadre du programme du Résultat 2. L'article est disponible (en anglais) à <https://bit.ly/2HdL40r> et en français à <https://bit.ly/38Z8mmt>

Les partenaires du programme R2

ORGANISATION DES ÉTATS D'AFRIQUE, DES CARAÏBES ET DU PACIFIQUE

L'Organisation des États d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique (OEACP), anciennement Groupe des États ACP, a été créée par l'Accord de Georgetown en 1975. Elle est composée de 79 États d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique, signataires de l'Accord de Cotonou, qui les lie à l'Union européenne.

Parmi les principaux objectifs de l'OEACP figure le développement durable de ses États membres et leur intégration progressive dans l'économie mondiale. À cet égard, dès 2004, l'OEACP, alors appelée Groupe des États ACP, a pris l'initiative de lancer des mesures de prévention et de résilience face aux catastrophes naturelles. Elle y est parvenue en sensibilisant l'Union européenne au besoin d'élargir son champ d'action au-delà des interventions humanitaires pour adopter une approche globale plus proactive de prévention et de gestion des risques de catastrophes naturelles.

Le programme ACP-UE NDRR s'inscrit dans la coopération de longue date qui existe entre l'OEACP et l'UE. Il réunit des entités de résilience aux catastrophes naturelles et au changement climatique des membres de l'OEACP aux côtés de partenaires spécialisés tels que la GFDRR, pour lutter contre les vulnérabilités des membres de l'OEACP face à des chocs exogènes en adoptant des mesures intégrées à l'adaptation au changement climatique, à la protection de l'environnement et à la gestion des risques de catastrophes naturelles.

Pour plus d'informations : www.acp.int

UNION EUROPÉENNE

L'Union européenne (UE) est le principal bailleur de fonds d'aide au développement et du financement climatique. L'UE finance le programme NDRR par un don de 54,5 millions d'euros versé sur un Fonds fiduciaire à bailleur unique, dans le cadre du 10^e Fonds européen de développement.

L'UE se trouve au premier plan de l'agenda international en matière de résilience, en apportant son appui aux pays en développement pour qu'ils se préparent à des catastrophes, y résistent et s'en relèvent. L'UE est pleinement engagée à appuyer la mise en œuvre du nouvel Agenda 2030 et des Objectifs de développement durable, de l'Accord de Paris et du Cadre de Sendai pour la réduction des risques de catastrophes.

En 2019, l'UE a adopté un nouveau plan visant à transformer l'UE en une société à faible émission de carbone et à résilience climatique : résistante au climat : le pacte vert pour l'Europe (*European Green Deal*). La Commission européenne a annoncé une nouvelle stratégie pour l'UE, plus ambitieuse, sur l'adaptation au changement climatique comme l'une des principales priorités du Green Deal. En renforçant l'appel à accentuer les efforts en matière de protection contre les effets du changement climatique, de renforcement de la résilience, de prévention et de préparation, la nouvelle stratégie d'adaptation, qui devrait être adoptée début 2021, appelle à des actions en Europe mais aussi au-delà des frontières de l'UE. Elle réaffirme que les enjeux mondiaux, comme la résilience climatique, nécessitent une réponse mondiale.

Par sa coopération avec l'OEACP, l'UE a inscrit au cœur de ses interventions la nécessité de réduire la vulnérabilité et de renforcer la résilience des régions, des pays et des communautés.

Pour plus d'informations : www.europa.eu

FACILITÉ MONDIALE POUR LA PRÉVENTION DES CATASTROPHES ET LE RELÈVEMENT

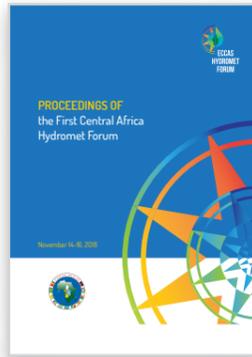
La GFDRR est un partenariat mondial créé en 2006 pour aider les pays en développement à comprendre, à gérer et à réduire les risques découlant d'aléas naturels et du changement climatique. La mission de la GFDRR est de faciliter la mise en œuvre du Cadre de Sendai pour la réduction des risques de catastrophes et de contribuer à la réalisation des Objectifs de développement durable et de l'Accord de Paris en veillant à concevoir les politiques, les plans et les investissements de développement politiques, y compris la reconstruction post-catastrophe, de sorte à minimiser les risques de catastrophes et à renforcer la résilience des populations et des économies au changement climatique. La GFDRR accorde des financements au moyen de subventions, de l'assistance technique, des formations et des activités de partage des connaissances, afin d'intégrer dans les politiques et les stratégies la gestion des risques de catastrophes et climatiques.

Pour plus d'informations : www.gfdr.org

CEEAC – Procès-verbal du Forum Hydrométéorologie de la CEEAC

Du 14 au 16 novembre 2018, la CEEAC et la Banque mondiale ont organisé le premier Forum Hydrométéorologie de la CEEAC en partenariat avec l'OMM, la Banque africaine de développement, l'UNDRR et d'autres partenaires du développement. Cet événement a servi de tribune d'échange de points de vue sur les contributions que des services d'hydrométéorologie peuvent apporter au développement de la résilience climatique et à la planification de l'adaptation au changement climatique, réunissant 143 participants des 11 États membres de la CEEAC et d'institutions internationales.

Le procès-verbal du Forum est disponible en anglais à <https://bit.ly/2BTtRH7> et en français à <https://bit.ly/2MO6X6d>.



CEEAC – Vidéos de l'atelier régional de renforcement des capacités pour la GRC

Une vidéo a été publiée sur les ateliers régionaux de renforcement des capacités pour la prévention des risques de catastrophes de la CEEAC, qui ont eu lieu en janvier 2020, l'un à Douala au Cameroun et l'autre à Libreville au Gabon. La vidéo de l'atelier au Cameroun est disponible à <https://bit.ly/2O0ZZi6> et de celui au Gabon à <https://bit.ly/3cJho7k>.





Désert du Namib, Namibie
Source : iStock.com

Renforcement de la résilience aux catastrophes en Afrique subsaharienne - Résultat 2

Facilité mondiale pour la prévention des catastrophes et le relèvement (GFDRR)
Banque mondiale - Bureau de Bruxelles
17 avenue Marnix - B-1000 Bruxelles, Belgique
Pour plus d'informations : www.gfdr.org



GFDRR
Global Facility for Disaster Reduction and Recovery



LA BANQUE MONDIALE
IBRD - IDA

